

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

MÉTÉO 

24° : ALGER
36° : TAMANRASSET

Mercredi 4 octobre 2017 - 13 Muhharam 1439 - N° 1724 - 5^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com

FÊTE NATIONALE DE L'ALLEMAGNE

Le Président Bouteflika félicite le Président Frank-Walter Steinmeier et la chancelière Angela Merkel

P.24

ALGÉRIE-VENEZUELA

Le Président vénézuélien Nicolas Maduro Moros effectue une escale technique à Alger

P.24

ALGÉRIE-MAROC-RDP CORÉE

M. Louh s'entretient avec les ambassadeurs du Maroc et de la RDP de Corée sur la coopération judiciaire

P.24

ALGÉRIE-FRANCE

M. Kaouane évoque avec l'ambassadeur de France à Alger la coopération dans la formation des journalistes

P.24

SELON L'OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES (ONS)

La production industrielle du secteur public en légère hausse au 2^e trimestre 2017

La production industrielle du secteur public a enregistré une hausse de 2% au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016, situant le taux de croissance au 1^{er} semestre 2017 à 1,1%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Cette hausse a été essentiellement tirée par les secteurs, respectivement, des bois et papiers, de l'énergie et de l'agroalimentaire, alors que des contreperformances ont été enregistrées dans le secteur des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMEE), ainsi que celui des industries chimiques, des cuirs et chaussures.

P. 6



APN : Le projet de loi sur la monnaie et le crédit soumis demain pour examen

P. 3

ÉLECTIONS LOCALES M. Derbal : «La presse, un partenaire essentiel pour créer une opinion publique saine»

P. 3

GAZ DE SCHISTE : Un potentiel à exploiter de manière «rationnelle»

P. 7

TRÉSOR PUBLIC : Forte contraction du déficit durant les 5 premiers mois 2017

P. 6

LOGEMENTS AADL : Remise d'ordres de versement au profit de plus de 500 fonctionnaires de la police

P. 3

SANTÉ

Fatigue

EVITER LE SURMENAGE

P. p 12-13

HISTOIRE

«Nuit Blanche 2017» à Paris en hommage aux victimes des massacres du 17 octobre 1961

P. 17

FOOTBALL

MONDIAL-2018 (QUALIF. - 5^eJ.) CAMEROUN-ALGÉRIE : Ghoulam absent pour «maladie», la FAF veut envoyer un médecin à Naples pour l'ausculter

P. 20

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

► Elimination de 8 terroristes et arrestation de 2 autres entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre
► 2 bombes de confection artisanale détruites à Béjaïa

P. 3

MÉTÉO

Fortes pluies orageuses attendues sur la région des Oasis

De fortes pluies parfois sous forme d'averses orageuses affectent depuis hier soir les wilayas de Ouargla et El Oued, selon un Bulletin météo spécial (BMS) de l'Office

national de météorologie. Les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement les 30 mm durant la validité de ce BMS qui s'étalera jusqu'à aujourd'hui.

JUSQU'AU 7 OCTOBRE À L'OREF
Salon national de la micro activité

Sous le patronage du ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM) organise jusqu'au 7 octobre à l'Office Riadh El Feth (Alger), le Salon national de la micro activité, sous le thème : "Le micro crédit, vecteur de diversification de l'économie nationale". Ce salon, qui entre dans le cadre des services non financiers assurés par l'ANGEM en faveur des bénéficiaires du dispositif du micro crédit, vise à vulgariser ce dispositif, à mettre en exergue les cas de réussite de promoteurs financés par ce canal et à inciter les femmes et les jeunes à l'entrepreneuriat pour la création d'activités génératrices de revenus. Il verra la participation d'une centaine de promoteurs, issus des 48 wilayas, exerçant des activités dans les secteurs suivants : Artisanat traditionnel, Petite industrie, Services, Agriculture, Bâtiment et Travaux Publics, ainsi que des activités d'institutions et associations partenaires. L'ouverture de cette manifestation se fera ce matin à partir de 10h.

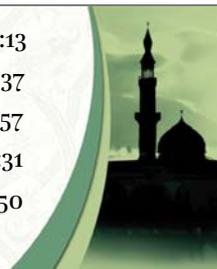
LE 9 OCTOBRE À 14H
AU SIÈGE DU CRASC D'ORAN
Conférence de Malika Rahal

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, organise lundi 9 octobre à partir de 14h, une conférence animée par Malika Rahal (IHTP France) sur le thème "Ecrire sur l'UDMA, retour sur une expérience d'histoire du temps présent".

Horaire des prières

Mercredi 13 Moharem 1439

Fajr	05:13
Dohr	12:37
Asr	15:57
Maghreb	18:31
Isha	19:50

CE MATIN À L'HÔTEL SOFITEL
Rencontres d'affaires algéro/sud-africaines

Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), organise ce matin à partir de 8h30 à l'hôtel Sofitel, des rencontres d'affaires Algérie-Sud-africaines.

CET APRÈS-MIDI À L'INESG
Conférence du D^r Samir Grimes

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), organise cet après-midi à partir de 14h, une table ronde animée par le Dr Samir Grimes, enseignant-chercheur à l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), sur le thème suivant : «Mer et littoral : opportunités, enjeux et défis pour l'Algérie».

COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA
Exposition de l'artiste peintre Farah Laddi

Le Complexe culturel de l'artiste Abdelwahab-Salim de Chenoua, abrite jusqu'au 16 octobre, une exposition d'arts plastiques de l'artiste peintre Farah Laddi.



Météo

	Max	Min
Alger	26°	16°
Oran	26°	16°
Annaba	23°	18°
Béjaïa	24°	17°
Tamanrasset	33°	19°

SALLE IBN KHALDOUN
Projection des films «La Momie» et «Annabelle 2»

Les nouvelles productions cinématographiques «La Momie» et «Annabelle 2» sont actuellement en projection à la salle Ibn Khaldoun à raison d'une séance par jour (15h et 19h).

28^{ES} JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE
Le cinéma algérien à l'honneur

Douze (12) films algériens entre classiques et modernes seront projetés dans le cadre de la programmation spéciale (hors compétition) proposée par les organisateurs de la 28^e édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) qui mettra, cette année à l'honneur le cinéma algérien. "Crépuscule des ombres" dernier long métrage de Mohammed Lakhdar Hamina, sera le premier film projeté dans le cadre cette programmation qui se déroulera durant la tenue du festival (du 4 au 11 novembre prochain). Sorti en 2014, le dernier film de Lakhdar Hamina traite une partie de l'histoire de la révolution algérienne et les horreurs des crimes collectifs et les tortures corporelles et psychologiques infligées aux prisonniers. Outre le cycle de projections, l'Algérie sera à l'honneur à travers d'autres arts dont le concert musical consacré à la musique des films qui sera donné par l'Orchestre symphonique algérien avec la participation du musicien tunisien Amine Bouhafa. Le ministre de la Culture Ezzeddine Mihoubi avait reçu le directeur de la 28^e édition des JCC Nejib Ayed le 24 septembre dernier qui lui avait fait part de la volonté du festival de choisir l'Algérie comme invitée d'honneur de la 28^e édition dans le cadre d'une programmation spéciale.

JUSQU'À DEMAIN À TUNIS
Réunion de haut niveau sur la sécurité des frontières

Une réunion de haut niveau sur le renforcement de la sécurité des frontières se tient à Tunis du 3 au 5 octobre, avec la participation du directeur générale des Douanes, Kaddour Bentahar, a indiqué un communiqué des Douanes. Organisée par le Bureau régional de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, cette réunion s'inscrit dans le cadre de la coopération régionale et de la gestion coordonnée des contrôles aux frontières algéro-tunisiennes qu'au projet tripartite Algérie-ONUDC-Tunisie d'appui au renforcement des capacités de lutte contre les trafics illicites et les organisations criminelles transfrontalières en lien avec les groupes terroristes, précise la même source. La visite du M. Bentahar qui sera accompagné d'une importante délégation, rentre également dans "le cadre des travaux du Comité de coopération douanière (CCD) algéro-tunisien au titre de la création de postes mixtes sur la frontière entre les deux pays" afin de faciliter et harmoniser les contrôles sur le flux des personnes et des marchandises, ajoute le communiqué.



Ooredoo récompense les Espaces Services lauréats de son challenge «Terbah Dima Plus»

Ooredoo a organisé, la semaine dernière à Alger, une cérémonie conviviale de remise de prix aux gagnants de son challenge «Terbah Dima Plus» lancé en direction des Espaces Services Ooredoo (ESO) partenaires. La cérémonie s'est déroulée en présence des représentants des Espaces Services Ooredoo lauréats venus de différentes wilayas et de l'encadrement de Ooredoo. Au terme de ce challenge, trente et un EOS partenaires issus des trois régions, Centre, Est et Ouest ayant réalisés les meilleurs résultats durant la période de ce défi ont été récompensés. Ainsi, des véhicules utilitaires, des scooters, des smartphones haut de gamme et des téléviseurs Smart LED ont été offerts aux lauréats. Le challenge «Terbah Dima Plus» s'inscrit dans le cadre de la stratégie de rapprochement de Ooredoo envers son réseau de vente réparti sur l'ensemble du territoire national. Cette initiative traduit l'engagement constant de Ooredoo auprès de ses partenaires et sa volonté de les encourager à poursuivre leurs efforts dans le but de satisfaire les clients et de répondre au mieux à leurs attentes.



APN : Le projet de loi sur la monnaie et le crédit soumis demain pour examen

Le projet de loi sur la monnaie et le crédit sera soumis demain à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour examen, tandis que la séance de vote est prévue dimanche, indique lundi un communiqué de l'Assemblée.

Lors d'une réunion du bureau de l'APN, présidée par Saïd Bouhadja, président de l'APN, il a été procédé à l'évaluation des séances plénières consacrées à l'examen du plan d'action du gouvernement.

Le calendrier des travaux de l'APN pour la prochaine période a également été arrêté.

Il a, en outre, été décidé de "la reprise des séances plénières le jeudi 05 octobre, à travers la présentation du projet de loi complétant l'ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit et son examen le jour même, ainsi que vendredi et samedi prochains, tandis que la séance de vote est prévue dimanche 8 octobre.

Le bureau a soumis à la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés "le projet de loi amendant et complétant la loi organique n 98-01 du 30 mai 1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de l'Etat, outre le projet de loi complétant la loi n 05-04 du 6 février 2005 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus".

Les travaux se sont poursuivis par l'examen des questions orales et



écrites déposées auprès du Conseil, au nombre de "15 questions orales et 18 questions écrites, ayant été soumises après révision au gouvernement, car remplissant les conditions légales", ajoute la même source.

Il a été également question "de transmettre la demande formulée par le groupe parlementaire de l'alliance du Mouvement de la société pour la paix (MSP) relative au changement de son appellation à mouvement "MSP", outre la "démission d'un député du

groupe parlementaire du Mouvement populaire algérien (MPA)".

Le bureau a clôturé ses travaux par l'examen de la demande du groupe parlementaire des indépendants concernant l'organisation d'une journée parlementaire sur "le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption: réalité et espérances", outre l'examen d'une demande de la commission des transports et des télécommunications d'effectuer des visites sur le terrain".

ÉLECTIONS LOCALES

M. Derbal : «La presse, un partenaire essentiel pour créer une opinion publique saine»

Le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelouahab Derbal, a estimé hier à Souk Ahras que la presse représentait un partenaire essentiel pour créer une opinion publique saine, loin des surcharges et de la désinformation», à la veille des élections locales du 23 novembre prochain.

Dans un point de presse animé au siège local de la HIISE, M. Derbal a appelé les médias à expliquer les différentes phases de cette élection pour montrer la finalité du processus électoral. Le président de la HIISE a invité tous les médias écrits, radiophoniques et

audiovisuels à s'attacher au professionnalisme et à la neutralité, et à éviter la diffusion de rumeurs en veillant à exercer leur profession dans le respect des règles déontologiques, afin de faire progresser l'action politique honnête. Il a également considéré qu'une affluence massive lors de la prochaine élection pour choisir des candidats compétents au service de l'Algérie sera la réponse aux sceptiques de l'intérieur et de l'extérieur que «le peuple algérien est soudé».

Dans le même contexte, M. Derbal a relevé que tant que l'Administration s'attache à la loi, à la neutralité et à l'article 193 de la

Constitution, tant que la HIISE s'attache à l'article 194 de la Constitution et tant que les journalistes s'attachent au code d'honneur de leur profession, «nous serons tous des alliés».

Il a aussi affirmé que «l'utilisation de l'argent en politique corrompt l'argent et la politique», estimant que la loi interdit «l'achat des consciences».

M. Derbal, qui a fait le point sur la préparation de la prochaine élection, a exprimé «sa grande satisfaction» quant au rythme du déroulement de l'opération d'établissement et de recensement du corps électoral des 10 daïras et 26 communes de la wilaya de Souk



Ahras qui compte un total de 323.020 électeurs.

Le HIISE, a-t-il notamment souligné, veille à «appliquer la loi conformément aux garanties objectives mises en place tout en s'attachant à faire montre de neutralité totale».

ARMÉE Elimination de 8 terroristes et arrestation de 2 autres entre le 1er septembre et le 1er octobre

L'Armée nationale populaire (ANP) a réussi entre le 1er septembre et le 1er octobre 2017, à éliminer huit (08) terroristes et à arrêter 2 autres alors que cinq (05) autres se sont rendus par eux-mêmes, a indiqué lundi un bilan du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les forces de l'ANP "ont éliminé 8 terroristes, arrêté 2 autres au moment où cinq autres se sont rendus par eux-mêmes" aux forces de sécurité, a précisé la même source, soulignant l'arrestation de "19 éléments de soutien aux groupes terroristes et 6 personnes ayant un lien avec l'attentat qui a ciblé le siège de la sûreté de Tiaret".

Ainsi les opérations des forces de l'ANP ont permis également la découverte et la destruction de 32 casernes pour terroristes et armes, la neutralisation de 3 trafiquants d'armes, la récupération de 22 Kalachnikovs, d'une lance-roquette RPG 7, de 4 roquettes et d'un fusil FMPK.

Les mêmes opérations ont permis aussi la récupération de 9 fusils de type Simonov, 4 fusils semi-automatiques, 22 fusils de chasse, 3 fusils à répétition et d'autres munitions.

Le bilan souligne la découverte et la destruction d'un atelier pour fabrication d'explosifs et 17 bombes artisanales, deux quintaux de produits chimiques et d'autres munitions. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre le crime organisé, les forces de l'ANP "ont neutralisé 50 trafiquants de drogue, saisi 34 quintaux de kif traité, 2, 2 kg de cocaïne et 17773 psychotropes". D'autre part, 150 contrebandiers, 1809 migrants clandestins ont été arrêtés, durant la même période, marquée également par le sauvetage de 4 personnes qui risquaient la noyade, selon le même bilan.

LUTTE ANTITERRORISTE 2 bombes de confection artisanale détruites à Bejaïa

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert et détruit, lundi à Béjaïa, dans le cadre de la lutte antiterroriste, deux bombes de confection artisanale et deux charges pour ceinture explosive, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 02 octobre 2017 à Bejaïa (5ème RM), deux (02) bombes de confection artisanale, deux (02) charges pour ceinture explosive et des téléphones portables", précise-t-on de même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de l'ANP et de la Gendarmerie nationale "ont arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6ème RM), Béchar (3ème RM), Biskra (4ème RM) et Tlemcen (2ème RM), un (01) narcotraffiquant et vingt (20) contrebandiers, et ont saisi 54,8 kilogrammes de kif traité, 5 camions, 6 véhicules tout-terrain, 24.300 boîtes de cigarettes, ainsi que des outils d'orpaillage", tandis que "7526 unités de différentes boissons et 6,6 tonnes de tabac ont été saisies à Biskra, Mascara et Oran".

D'autre part, des Gardes-côtes "ont intercepté à Annaba 16 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale", alors que "72 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Ain Témouchent et Tamanrasset", ajoute le communiqué.

APS

LOGEMENTS AADL :

Remise d'ordres de versement au profit de plus de 500 fonctionnaires de la police

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel a présidé, hier à Tizi-Ouzou, une cérémonie de remise d'ordres de versement à 548 fonctionnaires de la police bénéficiaires du programme de logements location-vente AADL.

Cette cérémonie a été organisée à la maison de la Culture Mouloud-Mammeri au chef-lieu de wilaya en présence des autorités locales, au profit de fonctionnaires de police, de retraités et d'ayants droits des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdes, Alger et de Tipaza, a indiqué le directeur des œuvres sociales à la DGSN, le contrôleur de police Bouhmed Boubekeur.

Ces ordres de versement ont concerné 200 bénéficiaires issus de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, 160 de Boumerdes, 100 de Tipaza et 88 d'Alger, a précisé ce même responsable qui a

ajouté que ces bénéficiaires font partie d'un nombre global de 1 278 concernés par ces ordres de versements au niveau de ces quatre wilayas inscrits sur le programme de 25 534 logements AADL de la DGSN.

Ces fonctionnaires de police ont reçu, chacun, un crédit de 250 000 DA accordé par les œuvres sociales de la DGSN qui sera versé comme première tranche pour l'acquisition du logement AADL, a précisé le contrôleur de police Bouhmed Boubekeur qui a signalé qu'à ce jour plus de 18 500 fonctionnaires et ayant droit ont bénéficié d'ordres de versement sur la totalité des inscrits au programme des 25 534 logements.

Selon des statistiques présentées lors de cette cérémonie, un montant de pas moins de 5, 412 milliards de DA a été mobilisé par les œuvres sociales de la DGSN, depuis 2015, au profit de 28 797 fonctionnaires de police pour l'acqui-

sition d'un logement, dont 13 907 hors programme AADL. Le Chef de sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, Rachid Derouazi, a salué, dans une intervention, l'intérêt accordé par la DGSN à la prise en charge des préoccupations sociales des fonctionnaires de police, de retraités de ce secteur et des ayants droits, ce qui permet, a-t-il dit, aux policiers de mener à bien leur mission de sécurisation des personnes et des biens. Le Général major Abdelghani Hamel avait entamé sa visite dans la capitale du Djurdjura par l'inauguration d'une salle de sport et d'un stand de tir à proximité du siège de la Sûreté de wilaya, baptisés du nom du martyr du devoir national l'agent de police Chelli Mohamed, avant de se déplacer à la nouvelle ville où il a inauguré un cèlibatium à la sixième Sûreté urbaine, baptisé du nom du martyr du devoir national Belarbi Hakim.

Intensifier les efforts pour mieux gérer les déchets

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati a insisté, hier à Tlemcen, sur la nécessité d'intensifier les efforts et de coordonner le travail avec toutes les couches de la société, afin de mieux gérer les déchets.

À l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur le recouvrement fiscal de la taxe d'enlèvement des déchets domestiques, la ministre a souligné qu'il est nécessaire d'exploiter les énergies des jeunes et des volontaires pour mener une «bataille contre les ordures» devenues une affaire quotidienne.

Mme Zerouati a estimé que l'action locale en matière d'environnement constitue le point d'achoppement sur lequel s'appuient toutes les opérations de développement, ajoutant que chaque élément de la société doit jouer son rôle partant du tri sélectif des déchets au sein de la maison.

Sur ce sujet, elle a déclaré «nous devons canaliser nos préoccupations et exploiter toutes les potentialités jeunes d'une manière positive à travers la sensibilisation dans ce domaine».

La ministre a également mis l'accent sur le rôle des communes dans la prise en charge des déchets, soulignant qu'un désengagement pour le recouvrement de la fiscalité est défectueux.

Elle a recommandé, dans ce sens, de trouver le moyen meilleur de gérer les déchets en tenant compte de l'aspect social du citoyen dans le recouvrement de la taxe sur les ordures.

Elle a, en outre, insisté sur la nécessité d'effectuer des études et un diagnostic pour endiguer le fléau et dégager le terrain pour concrétiser des projets d'environnement durable dont les résultats se feront sentir en 2030.

La ministre poursuivra sa visite dans la wilaya par l'ouverture d'un salon national des arts plastiques traitant de l'environnement, l'inspection d'une usine de recyclage des produits en plastique et la mise en service d'un parc de loisirs à Tlemcen regroupant des espaces environnementaux et sportifs.

COMMERCE

Benmeradi souligne la nécessité d'associer les professionnels et les associations dans la protection du consommateur

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi a affirmé, lundi à Alger, «la nécessité d'associer les professionnels et les associations dans les démarches visant la protection du consommateur et le maintien du pouvoir d'achat du citoyen», mettant en avant le rôle primordial que jouent ces partenaires dans la protection de l'économie nationale, qui en appelle aujourd'hui aux efforts de tout un chacun sans toucher à la marge bénéficiaire légale des commerçants, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

Le ministre qui a reçu le président de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Salah Souilah et le président de l'Association de protection et orientation du consommateur, Mustapha Zebdi, a indiqué que «les portes du dialogue sont ouvertes à toutes les parties».

Le premier responsable du secteur a donné des orientations aux cadres du secteur pour poursuivre le dialogue avec les acteurs de ce domaine et aplanir toute difficulté de nature à entraver les intérêts du consommateur, précise la même source.

Ces deux rencontres s'inscrivent, ajoute le document, dans le cadre «des rencontres de concertation» que le ministre s'engage à animer avec «les différents acteurs et professionnels au secteur du Commerce, sous l'égide du ministre. Ces deux rencontres ont permis aux participants de débattre de leurs préoccupations dans leurs domaines respectifs et écouter également une série de propositions en faveur du consommateur et opérateurs économiques».

Cette occasion a permis aux professionnels d'échanger les idées et les points de vue et expliquer quelques mesures prises par le ministère pour la protection du consommateur ainsi que l'opérateur économique.

La rencontre du ministre avec le président de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, s'est déroulée en présence du président de la Fédération nationale des boulangers et les représentants des commerçants du marché de gros de Oued Semar et le marché des fruits et légumes d'Alger.

RESSOURCES EN EAU

M. Necib insiste sur la sécurisation des systèmes d'interconnexion des barrages de Koudiate Acerdoune, Birine et Ghib

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a estimé, hier à Médéa, impératif d'assurer la sécurisation des systèmes d'interconnexion des barrages de Koudiate Acerdoune (Bouira), Birine (Djelfa) et Ghib (Ain-Defla), afin d'éviter, selon lui, de «grandes perturbations» dans l'alimentation de la wilaya.

«La sécurisation des systèmes d'interconnexion entre ces trois sources d'approvisionnement en eau potable des 64 communes de la wilaya est primordiale et doit figurer parmi les priorités du secteur», a indiqué le ministre, en marge d'une visite du barrage de Beni-Slimane (Est de Médéa).

M. Necib a assuré que son département ministériel s'attèle actuellement à réunir les fonds indispensables à la réalisation des travaux d'interconnexion entre les barrages de Koudiate Acerdoune, le champ de captation de Birine et le barrage de Ghib.

Sur le site du barrage de Beni-Slimane, d'une capacité théorique de 28 millions de m³, le ministre a insisté sur la livraison de cet important ouvrage hydraulique avant la fin de l'année en cours.

Les responsables de l'Agence nationale des barrages (Anbt) se sont engagés, sur place, à procéder, fin novembre, à la phase de mise en eau du barrage, alors que son exploitation devrait intervenir avant le début de l'année 2018.

Mettant en exergue l'apport vital de cet ouvrage hydraulique dans l'essor socioéconomique de la région, M. Necib a invité les gestionnaires du périmètre d'irrigation de Beni-Slimane, qui s'étend sur une superficie de 2000 hectares, à privilégier le recours à des systèmes économiseurs d'eau dans le but, a-t-il affirmé, de préserver cette ressource en eau et permettre l'extension des surfaces irriguées dans cette localité.

La dotation en eau potable de Médéa et ses environs sera doublée d'ici une année

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib a déclaré, mardi à Médéa,



que la dotation en eau potable de la wilaya et ses environs sera doublée d'ici une année, à la faveur de l'extension des capacités de traitement du barrage de Ghib.

Une grande opération de modernisation et d'extension des capacités de traitement du barrage de Ghib (Ain-Defla), qui assure l'alimentation des communes de Médéa, Ouzera, Benchiçao et Tizi-Mahdi, sera lancée incessamment, dans le but de porter la dotation de ces communes à 60 mille M³/j, contre près de 30 mille M³/j actuellement, a indiqué le ministre lors de la mise en service à Ain-Aissa (Benchiçao) du système de déviation de la conduite Ghib-Berrouaghia.

Necib a insisté, à cet égard, sur la nécessité d'accompagner ce transfert par une mise à niveau des réseaux de distribution et l'amélioration constante des méthodes de gestion et d'exploitation de la gestion du secteur de l'eau, a-t-il expliqué.

La mise en service de la nouvelle conduite d'eau, destinée à alimenter la ville de Médéa et les communes de Benchiçao, Ouzera et Tizi-Mahdi, à partir

du barrage de Ghib, dans la wilaya de Ain-Defla, va assurer un apport hydraulique supplémentaire de 12 mille M³/j récupérés du quota qui était destiné, par le passé à la commune de Berrouaghia, alimentée, depuis 2014, par le système de transfert du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira).

15 communes de Médéa alimentées prochainement à partir de Koudiate Acerdoune et du champ de captation de Birine

M. Necib, a annoncé mardi à Médéa qu'une quinzaine de communes de la wilaya accusant un déficit en eau potable seront alimentées prochainement à partir du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira) et du champs de captation de Birine (Djelfa).

S'exprimant à l'occasion d'un point de presse organisé en marge d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a affirmé que huit communes de l'Est de la wilaya seront alimentées, d'ici quelques mois, à partir du système de transfert du barrage de Koudiate Acerdoune, portant ainsi à 36 le nombre de communes qui seront alimentées, à l'avenir, grâce à ce système.

Il a fait part également du raccordement de sept autres communes, situées dans la partie Sud de la wilaya, à partir du champ de captation de Birine, assurant qu'avec ces deux projets, la région connaîtra une «nette amélioration» en matière de couverture en eau potable.

S'agissant des communes non incluses dans ce programme, au nombre de huit, le ministre a indiqué que des «fonds importants seront injectés pour l'amélioration de la dotation en eau potable des habitants de ces localités, dans le cadre des plans communaux de développement».

ENVIRONNEMENT

M^{me} Fatima Zohra Zerouati : «Investir dans le facteur humain pour préserver l'environnement»

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati a insisté, lundi à Sidi Bel-Abbès, sur la nécessité d'investir dans le facteur humain pour préserver l'environnement.

Lors de la visite d'inspection dans la wilaya, la ministre a recommandé de reconvertir les clubs vert activant au niveau des établissements scolaires en «clubs de l'environnement» et de les généraliser à toutes les communes pour ancrer la culture environnementale chez l'enfant scolarisé qui prendra en charge la préservation de son environnement.

Visitant une exposition de clubs vert organisée au jardin public de Sidi Bel-Abbès, Fatima Zohra Zerouati a déclaré que cette wilaya compte 109 clubs vert à exploiter en élargissant leur activité en jardinage afin d'apprendre à l'écolier comment protéger l'environnement et le préserver partant de son comportement à la maison et dans son milieu.

Elle a insisté aussi sur l'exploitation optimale des formateurs ayant bénéficié de sessions de formation dans le cadre de la coopération étrangère pour profiter de leur savoir et le transférer aux autres. Abordant le tri sélectif des déchets ménagers et solides, la



ministre a souligné que cette opération ne peut réussir qu'à travers la multiplication des efforts de tous les acteurs partant de la famille, ajoutant que le recyclage des déchets solides constitue une ressource nécessitant un investissement et une exploitation. Elle a appelé, par ailleurs, à intensifier des campagnes de sensibilisation qui ciblent différentes couches de la société et œuvrer pour préserver l'environnement, créer un milieu sain et protéger les enfants contre toute menace.

Visitant le centre d'enfouissement technique des déchets dans la péripérie du chef-lieu de wilaya, s'éten-

dant sur une superficie de 3 hectares et mis en service en 2011 pour le traitement des ordures de cinq communes, elle a mis l'accent sur une meilleure prise en charge de différentes sortes de déchets pour permettre leur récupération.

Au niveau de la même structure, un plan de wilaya de gestion des déchets a été exposé devant la ministre.

Mme Zerouati a inspecté l'entreprise publique «Nadhif com» fondée en 2014, qui couvre 34 circonscriptions de la commune de Sidi Bel-Abbès et a suivi un exposé sur son plan de collecte et de transport des déchets. A cette occasion, elle a recommandé de notifier les lacunes qui entravent son parcours en vue de les traiter.

En outre, Mme Zerouati a visité un quartier pilote d'extension du tri sélectif, un projet d'éclairage public à la cité des 314 logements et à la cité «Rocher» au chef-lieu de wilaya, appelant à généraliser cette opération aux autres quartiers et communes.

La ministre a clôturé sa visite d'inspection dans la wilaya par une rencontre avec les représentants d'associations locales à caractère environnemental pour prendre connaissance de leurs préoccupations.

ALGÉRIE-CHINE INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT : AT s'engage à renforcer son réseau en se dotant des dernières technologies

Algérie Télécom s'engage à renforcer son réseau d'internet en fibre optique en se dotant des dernières technologies à travers notamment une collaboration avec des partenaires chinois, a déclaré hier à Oran, le directeur général de cette entreprise de la téléphonie fixe, Adel Khemane.



«Dans ce cadre, nos partenaires chinois accompagnent Algérie Télécom à bâtir des infrastructures de qualité de très haut débit étendu sur tout le territoire national», a indiqué M. Khemane lors de la cérémonie de la signature du contrat de partenariat avec l'opérateur chinois Huawei pour le développement du réseau de la fibre optique en Algérie.

Il a expliqué que la signature de ce nouveau contrat constitue «une nouvelle preuve de la confiance et de l'engagement des entreprises chinoises au côté d'Algérie télécom» pour participer à concrétiser le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans le cadre du développement des TIC en Algérie.

Il a également expliqué que le contrat de partenariat permettra le déploiement d'un réseau de très haut débit sur une durée de 1 année, permettant d'offrir ce service à plus de 1 million de clients, entre modernisation de l'ancien réseaux et déploiement de nouveaux

réseaux.

Le DG d'AT a estimé que le contrat de partenariat va donner une impulsion significative aux micro-entreprises algériennes, car il les implique dans la réalisation de ce projet ambitieux et leurs permet d'acquérir des compétences dans les nouvelles technologies de l'information et la communication.

«A travers le centre de formation Huawei en coopération avec AT, lancé aujourd'hui au niveau d'Oran dans le cadre du contrat de partenariat qui lie les deux entreprises, Algérie télécom compte consolider cette action d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ainsi que la politique nationale de l'emploi», a-t-il ajouté.

Il a indiqué que cette coopération revêt une dimension particulière pour Algérie Télécom étant donné qu'elle s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de son plan d'actions visant à son développement à son essor.

«Algérie télécom est consciente que le bon fonc-

tionnement de ce partenariat, implique le respect des engagements mutuels, et un dialogue permanent», a conclu le DG d'AT.

Signature d'un contrat de partenariat pour le développement de la fibre optique avec un opérateur chinois

L'opérateur de téléphonie fixe Algérie Télécom (AT) a signé mardi à Oran avec l'opérateur chinois Huawei un contrat de partenariat pour le développement du réseau en fibre optique dont l'objectif d'améliorer le service internet très haut débit.

L'accord de partenariat, qui a été signé par le directeur général d'AT Adel Khemane et le représentant de Huawei en Algérie, Gao Jre, porte sur le développement du projet FTTX (réseau en fibre optique pour l'internet très haut débit) qui vise à garantir la modernisation de la desserte télécom jusqu'aux clients finaux et qui était assurée par une simple paire de cuivre et dans une moindre mesure par les réseaux

câblés.

«Le projet FTTX favorisera les échanges et une communication plus équilibrée entre usagers du réseau : visioconférence, Peer to Peer, Téléphonie sur IP, sauvegarde en ligne. Ce réseau en fibre optique garantit des performances inégalées de 100 mégabits à plusieurs gigabits par seconde», a-t-on expliqué auprès d'AT.

A cette occasion, l'autre opérateur chinois, ZTE, a signé un accord de partenariat avec la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (FNTE) dans le cadre du déploiement du réseau FTTX à travers le territoire national.

Le contrat a été signé par le directeur général ZTE Algérie, Zhang Chao, et le président de la FNTE, Kheiredine Hamel

Auparavant, M. Khemane s'est rendu en compagnie de ses homologues chinois et du président de la FNTE, respectivement à la Cité pilote des Palmiers, qui a été raccordée à la technologie FTTX, puis au centre de formation Training Center FTTX, où des sessions de formation dédiées à cette technologie sont programmées pour les techniciens d'Algérie Télécom et pour les chefs des micro-entreprises.

«Algérie Télécom aspire à renforcer son positionnement dans le secteur des télécommunications en Algérie, étant présente à travers ses structures dans toutes les régions du pays, en renforçant son réseau et en se dotant des dernières technologies», a-t-on affirmé auprès d'AT.

19^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (FPEG) Le marché mondial du gaz et la question énergétique en débat à Moscou

La Russie accueille à partir d'aujourd'hui les activités de la «Semaine russe de l'Énergie», une manifestation internationale consacrée à l'examen de la question énergétique dans le monde et dont le point d'orgue sera la tenue à Moscou de la 19^e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG).

La 19^e réunion du FPEG prévue à huis clos sous la présidence du ministre russe de l'Énergie Alexander Novak, planchera essentiellement sur la situation du marché mondial du gaz et sur l'élaboration d'un plan de travail quinquennal pour le Forum pour la période 2018-2022.

Les participants examineront aussi les préparatifs pour la tenue du 4^{ème} sommet du FPEG prévu le 24 novembre prochain à Santa Cruz de la Frontera (Bolivie). Ils procéderont, par ailleurs, à l'élection d'un nouveau secrétaire général en remplacement du SG sortant l'Iranien Mohammed Adeli.

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, prendra part aux travaux de la commission ministérielle du FPEG aux côtés de ses homologues membres de ce forum.

Cette organisation intergouvernementale créée lors de la 8^e session du forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008, est composée actuellement de 12 pays membres: Algérie, Bolivie, Guinée équatoriale, Égypte, Iran, Libye, Nigeria, Qatar, Russie, Trinidad et Tobago, Emirats Arabes Unis et Venezuela, ainsi que de sept (7) pays observateurs: Irak, Kazakhstan, Norvège, Oman, Pays-Bas, Pérou et Azerbaïdjan.

Les pays membres du FPEG détiennent ensemble plus des deux-tiers des réserves gazières de la planète.

D'après ses statuts, cette organisation vise à soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et à gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz naturel, de façon durable, efficace et respectueuse de l'environnement, au bénéfice de leurs peuples. Le Forum œuvre également à favoriser le dialogue entre les producteurs de gaz et les pays consommateurs afin d'assurer la stabilité et la transparence du marché gazier et un prix équitable pour les intervenants sur ce marché.

Forum international de l'efficacité énergétique

Plusieurs communications, tables rondes et débats sont prévus dans le cadre du Forum international sur l'efficacité énergétique intitulé «Semaine russe de l'Énergie» prévu à Moscou du 4 au 7 octobre en cours.

Pour cette année, le thème dominant est «L'énergie pour la croissance mondiale». Selon les organisateurs, environ 50 événements d'affaires, à caractère local et international, auront lieu dans le cadre du programme officiel.

Le programme de la «Semaine russe de l'Énergie» concerne également la ville de Saint-Petersbourg qui accueillera un Forum international du Gaz du 4 au 6 octobre. Des experts russes et étrangers de divers pays participeront à l'événement aux côtés des représentants de compagnies étrangères actives dans les différents secteurs de l'industrie. Des conférences-débats sur les nouvelles tendances du marché mondial de l'énergie et ses perspectives de développement, sur la sécurité et l'efficacité énergétique en matière d'écologie, ainsi que sur l'innovation dans le domaine de l'énergie constituent, entre autres, les principaux points inscrits à la rencontre de Saint-Petersbourg.

La session plénière de la «Semaine de l'Énergie russe» se tiendra en présence du président Vladimir Poutine, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, qui a indiqué que ce rendez-vous international permettra aux participants russes et étrangers «de découvrir une large gamme d'opinions et de créer de nouvelles initiatives conjointes».

De son côté, le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, s'est dit convaincu que la «Semaine de l'Énergie» va constituer dans un avenir proche une échéance de choix dans le calendrier international, compte tenu du rôle important de la Russie dans l'industrie énergétique mondiale.

APS

ALGÉRIE-ALLEMAGNE La facture des importations de matières plastiques a dépassé 2 milliards de dollars en 2016

La facture des importations de l'Algérie en matières plastiques a dépassé 2 milliards de dollars en 2016, a indiqué lundi à Alger le chef de division des industries chimiques au ministère de l'Industrie et des mines, Laidouni Malek, précisant qu'une partie considérable était destinée à couvrir la demande des PME et entreprises du secteur des industries chimiques.

Les données avancées par le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes algériennes (CNIS) font ressortir des importations d'une valeur de 2,174 milliards de dollars de matières plastiques, dont 1,904 milliards de dollars de produits bruts destinés à l'industrie plastique avec un taux de 87,53% et 269 millions de dollars de produits plastiques finis, a indiqué M. Laidouni lors d'une journée d'information organisée au siège de la Chambre algéro-allemande d'industrie et de commerce en prévision du Salon international PlastAlger et Printpack: 5^{ème} Salon international des plastiques et composites et 6^{ème} Salon de l'impression et de l'emballage, prévus du 11 au 13 mars 2018 à Alger.

Les quantités importées sont destinées à couvrir la demande des Petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises actives dans le domaine des indus-

tries chimiques au nombre de 2600, a fait savoir M. Laidouni.

Le secteur veille à développer la sous-traitance dans le domaine de l'industrie et la transformation du plastique, d'autant que le volume de la matière plastique dans la composante des produits manufacturés est considérable et touche tous les secteurs.

L'industrie et la transformation du plastique existe en Algérie depuis les années 70, indique le responsable qui précise que son activité s'est nettement développée depuis 2012 suite à la promulgation de plusieurs décrets exécutifs, suivis de décisions prises par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika en Conseil des ministres tenu en juillet 2016 appelant à développer le domaine des industries pétrochimiques, étant une activité économique à grande valeur ajoutée pour l'économie nationale.

L'élargissement et la diversification de ces activités dans le secteur de la pétrochimie permettra d'appliquer des technologies modernes plus efficaces et plus rentables dans le domaine de l'industrie plastique.

Le développement de ce domaine permettra, à l'avenir, de répondre à la demande locale et extérieure en matières premières, a-t-il dit, précisant que le

secteur aspire exporter vers les marchés régional et international, particulièrement le marché africain qu'il qualifie de «prometteur».

Le plastique transformé est utilisé dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du logement, de la construction, des ressources en eau, de l'industrie automobile et dans le secteur de l'Éducation et autres, a ajouté le même responsable.

Les besoins du secteur de l'industrie automobile en plastique représente en Algérie 35% du volume global, a poursuivi M. Laidouni, affirmant que le secteur de l'industrie et des mines œuvre promouvoir la production du plastique destiné à l'industrie automobile et à inciter les entreprises nationales à produire et à transformer le plastique au profit des usines de voitures, à travers le territoire national.

Une étude de faisabilité a été lancée en avril 2017 pour créer des groupes d'industrie chimique à l'ouest du pays, a-t-il rappelé, soulignant que le groupe Sonatrach a élaboré un plan de développement des industries pétrochimiques en vue de développer le tissu des industries manufacturières dans le pays y compris les mini-projets destinés aux petites et moyennes entreprises (PME).

SELON L'ONS

La production industrielle du secteur public en légère hausse au 2^e trimestre 2017

La production industrielle du secteur public a enregistré une hausse de 2% au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016, situant le taux de croissance au 1er semestre 2017 à 1,1%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Cette hausse a été essentiellement tirée par les secteurs, respectivement, des bois et papiers, de l'énergie et de l'agro-alimentaire, alors que des contreperformances ont été enregistrées dans le secteur des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME), ainsi que celui des industries chimiques, des cuirs et chaussures.

La production dans le secteur de l'énergie a été marquée par une croissance de 8,8% au 2^e trimestre par rapport au même trimestre 2016, taux largement supérieur à celui relevé au 2^e trimestre 2016 par rapport à celui de 2015 (+4,9%).

Toutefois, les hydrocarbures ont connu une stagnation au 2^e trimestre par rapport à la même période de l'année 2016, situant la variation du semestre à 1,3% par rapport au 1^{er} semestre 2016.

La production du pétrole brut et du gaz naturel a augmenté de 2,5%, un relèvement de la production a caractérisé la liquéfaction du gaz naturel avec une hausse de 2,4% au 2^e trimestre.

En revanche, le raffinage de pétrole brut a accusé une baisse de 12,4% sur la période avril-juin 2017 par rapport à la même période de l'année écoulée, précise l'ONS.

Mais de tous les secteurs industriels, la plus forte croissance a encore été observée dans les industries des bois et papier avec une hausse de 9,1% au 2^e trimestre 2017.

Cette évolution a été induite par les activités de l'industrie de l'ameublement avec une hausse de près de 82% et celle du liège avec une augmentation de près de 60%.

Mais une baisse a été enregistrée dans la menuiserie générale et les biens intermédiaires (-56,3%) et la fa-

brication et transformation du papier (-16,1%).

Concernant les industries agro-alimentaires, leur production a poursuivi sa tendance à la hausse de 4,3%. Cette hausse est tangible au niveau du travail

de grains qui a enregistré une nouvelle performance de 18%, similaire à celle observée au 1^{er} trimestre 2017 (+18,1%). Un relèvement de la production a également caractérisé la filière des matériaux de construction avec une hausse de 5,6%, tirée particulièrement par la fabrication des liants hydrauliques dont la production a augmenté de 12,8%.

Par ailleurs, le secteur des mines et carrières a enregistré une baisse de 5,7%, proche de celle observée au trimestre précédent (-5,5%). Ainsi, à l'exception de l'extraction du minerai de fer qui a inscrit une croissance de 18%, le reste des activités relevant de ce secteur a affiché des baisses.

Les ISMME n'arrivent pas à décoller

Les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME) ont continué dans une trajectoire descendante avec une baisse de 9,1%, même si elle a été de moindre ampleur par rapport au 1^{er} trimestre 2017 (-12,5%), résultant du recul



du niveau de production engendré par certaines activités.

Les seules filières de ce secteur qui ont échappé à la baisse sont celle de la sidérurgie et transformation de la fonte et acier (+19,6%) et celle des biens d'équipement métallique (+14,5%).

Quant aux industries chimiques, elles ont enregistré une baisse de 18,2%, qui a été perceptible au niveau de l'ensemble des activités relevant du secteur.

Pour ce qui est des cuirs et chaussures, leur production a observé une baisse de près de 27%.

Ce résultat est perceptible au niveau des biens intermédiaires. En revanche, les biens de consommation de ce secteur a marqué un relèvement de près de 11%.

Concernant les industries textiles, elles ont enregistré une décroissance de 8,7% au 2^e trimestre 2017.

Le principal facteur de cette tendance baissière est la fabrication des biens intermédiaires dont la production a chuté de 17%, contrairement aux biens de consommation qui ont inscrit un redressement appréciable de 12,8%.

ÉNERGIE

La compagnie Hyproc S.C se met au diapason des perspectives du développement du secteur énergétique national

Pionnière dans le transport du gaz naturel liquéfié (GNL), la compagnie Hyproc Shipping Company, basée à Oran, se met, avec la réception dimanche de deux nouveaux méthaniers, au diapason des perspectives du développement de l'industrie pétrochimique nationale, tracées par les pouvoirs publics.

Avec sa flotte, composée entre autres de 8 méthaniers, cette filiale du Groupe Sonatrach capitalise plus de 33 années d'expérience et cumule à son actif près de 360 millions m3 de GNL livrés dans le monde.

Ses navires ont effectué plus de 3.800 voyages maritimes représentant près de 4.500.000 miles parcourus en mer, à destination de plusieurs pays d'Europe, d'Asie et même d'Amérique, rappelle-t-on au niveau de cette filiale du Groupe Sonatrach.

Avec l'acquisition de deux nouveaux supertankers, le Tessala et Ougarta, dont la réception officielle s'est déroulée dimanche, à Arzew, en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, l'Hyproc se donne les moyens d'ambitionner à répondre aux besoins en matière de transport d'hydrocarbures à l'international.

Ces deux navires, offrant chacun une capacité de transport de 169.000 m3 de GNL, représentent un important investissement consenti pour être au diapason des perspectives du développement de l'industrie pétrochimique nationale.

La commande de ces deux navires auprès du constructeur coréen Hyundai a nécessité une enveloppe de plus de 400 millions de dollars US.

«Une des dépenses sur les 1.000 milliards de dollars engagés par l'Etat pour le développement national», avait rappelé, dans ce contexte, le Premier ministre.

Les ambitions affichées par cette filiale s'inscrivent dans le sillage des objectifs de développement du secteur de l'énergie notamment par l'exploitation du gaz de schiste et la révision de la loi sur les hydrocarbures pour attirer des partenaires étrangers, comme l'avait souligné, dimanche à Arzew, le Premier ministre dans ses différentes interventions et réitérées lundi par le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni.

Loi sur les hydrocarbures et gaz de schiste

Dimanche, lors de sa visite au pôle pétrochimique d'Arzew (Est d'Oran), le Premier ministre a estimé nécessaire de réviser la loi sur les hydrocarbures car, a-t-il estimé le secteur connaît des grands changements dans le monde obligeant l'Algérie à s'y mettre au diapason.

Il a considéré qu'il était temps pour l'Algérie de revoir sa loi sur les hydrocarbures afin d'encourager la venue de nouveaux investisseurs et d'améliorer les recettes du pays.

Il a également insisté sur la nécessité d'investir dans le domaine du gaz de schiste.

«Nous estimons que Sonatrach dispose de capacités nécessaires pour expliquer aux Algériens qu'il ne s'agit pas là d'une démarche aventurrière mais d'une option visant à garantir l'avenir en matière énergétique», a-t-il expliqué.

Dans ce sillage et devant des représentants de grandes firmes américaines de plusieurs secteurs, réunis dans le cadre de la réunion du Conseil d'affaires algéro-américain, Mustapha Guitouni, a réaffirmé ces options et plaidé pour un partenariat dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie pour la réalisation conjointe des projets.

Dans ce contexte, il a estimé que la révision de la loi sur les hydrocarbures portera notamment sur ses aspects fiscaux, de façon que l'investisseur et l'Algérie soient «gagnant-gagnant».

Pour ce qui est du gaz de schiste, le ministre a fait savoir que le dossier est encore au stade d'étude et sera traité d'une manière convenable.

Pour lui, ce gaz non conventionnel est une option pour répondre à la forte consommation en gaz naturel et qu'il s'agissait de l'avenir des futures générations.

Le Plan d'action du gouvernement, adopté dernièrement par le Parlement, évoque l'extension de la prospection des nouvelles sources d'énergies aux hydrocarbures schisteux, et ce, dans le strict respect de l'environnement et de la santé de la population.

L'Algérie dispose des réserves de l'ordre de 4.940 trillions de pieds cubes (TCF) de gaz de schiste, selon des évaluations de Sonatrach et de ses partenaires.

APS

TRÉSOR PUBLIC:

Forte contraction du déficit durant les 5 premiers mois 2017

Le déficit du Trésor public s'est fortement contracté durant les cinq (5) premiers mois de l'année en cours en raison d'une forte augmentation des recettes par rapport aux cinq premiers mois de 2016, accompagnée d'une baisse relative des dépenses par rapport à la même période en 2016, selon les derniers chiffres rendus publics par le ministère des Finances.

Ainsi, ce déficit est passé de 1.783,13 milliards de dinars (mds DA) à fin mai 2016 à 287,32 mds DA à fin mai 2017, soit une baisse de 1.495,8 mds DA (-84%).

La loi de finances 2017 (LF 2017) table sur un déficit du Trésor public de 1.297 mds DA (6,7% du PIB).

Le Directeur général du Trésor, Fayçal Tadin, avait récemment indiqué que le Trésor public avait besoin de près de 570 mds DA pour couvrir son déficit jusqu'à fin 2017, mettant en avant le rôle du financement non conventionnel pour le rétablissement des équilibres budgétaires.

Entre janvier et fin mai 2017, les recettes budgétaires sont passées à 3.171,3 mds DA contre 1.880,17 mds DA à fin mai 2016 (+68,6%) alors que les dépenses ont reculé à 3.322,5 mds DA contre 3.597,23 mds DA à fin mai 2016 (-7,6%).

Les ressources ordinaires du Trésor ont atteint 2.215,92 mds DA à fin mai 2017 (contre 1.154,35 mds DA) dont 1.169,32 mds DA de recettes fiscales (contre 1.067,29 mds DA).

La LF 2017 prévoit des recettes annuelles de 5.635,51 mds DA (+12,7% par rapport à 2016), avec une hausse de 11% des recettes ordinaires estimées à 2.845 mds DA.

Hausse de la fiscalité pétrolière sur les 5 premiers mois

La fiscalité pétrolière recouvrée entre janvier et fin mai 2017 s'est établie à 955,37 mds DA (l'équivalent de 9 milliards de dollars), contre 725,82 mds DA à fin mai 2016



(environ 7 milliards usd), en hausse de 31,6%.

La LF 2017 a tablé sur une fiscalité pétrolière annuelle de 2.200 mds DA.

Selon les données du ministère, le prix moyen du pétrole brut était de 50,55 dollars durant les huit premiers mois de l'année (janvier-août 2017) contre 41,97 dollars durant les huit premiers mois de 2016.

Le taux de change moyen DA/dollar était de 109,42 DA pour un (1) dollar entre janvier et août 2017 contre 109,07 DA pour un (1) dollar durant les huit premiers mois de 2016.

Le taux de change DA/Euro était de 120,77 DA durant la même période (contre 121,69 DA).

Pour ce qui est des dépenses, leur baisse a porté à la fois sur le budget de fonctionnement et sur celui d'équipement.

Les dépenses de fonctionnement ont reculé en passant de 2.282,15 mds DA à 2.137,32 mds DA alors que celles d'équipement sont passées de 1.315 mds DA à 1.185,16 mds DA.

La LF 2017 prévoit 6.883,2 mds DA de dépenses dont 4.591,84 mds DA alloués au fonctionnement.

GAZ DE SCHISTE: Un potentiel à exploiter de manière «rationnelle»

Le gaz de schiste constitue un potentiel «à exploiter de manière rationnelle» tout en veillant à la protection de l'environnement, a indiqué hier l'expert dans les questions énergétiques, Chems Eddine Chitour.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, M. Chitour a indiqué que le gaz de schiste constituait un potentiel «très important» pour l'Algérie, d'où la nécessité de l'exploiter de manière «rationnelle».

«Le potentiel en énergies fossiles dont dispose le pays est important, notamment en ce qui concerne le gaz de schiste dont les réserves doivent être exploitées tout en veillant à la protection de l'environnement», a-t-il souligné.

Rappelant que l'Algérie est classée au 3ème rang mondial après la Chine et l'Argentine en terme de réserves de gaz de schiste, il a toutefois préconisé que le pays doive opter pour une stratégie énergétique «fiable».

Concernant la loi sur les hydrocarbures en vigueur, le même expert a salué l'annonce faite par le gouvernement pour la révision de cette ordonnance datant de 2013, et ce, en raison des changements et perturbations que connaît le marché mondial de l'énergie depuis ces dernières années notamment avec la dégringolade des prix du pétrole.

«La loi de 2013 n'est pas attractive, il faut donc la réviser en fonction des change-



ments et besoins actuels», a-t-il expliqué. Abordant l'importance du bouquet énergétique dont dispose l'Algérie, notamment les pétrole et gaz conventionnels, le gaz de schiste, l'énergie solaire, la biomasse et la géothermie, M. Chitour a souligné l'importance d'exploiter tout ce potentiel de manière rationnelle et optimale et privilégier une vision de futur.

A ce propos, il a cité l'exemple des pays voisins (Tunisie et Maroc) qui sont relativement à l'avance en matière des énergies renouvelables.

En ce qui concerne le problème de gaspillage de

l'énergie en Algérie, le même expert est allé jusqu'à affirmer que «le plus grand gisement de l'Algérie est celui des économies des énergies».

Il a même jugé que quelque part, l'Etat «favorise ce gaspillage par le bradage des prix de l'électricité, des carburants et de l'eau».

Selon lui, la politique des subventions telle qu'elle est appliquée actuellement est «dangereuse» en avançant que 80% des subventions vont vers ceux qui n'en ont pas besoin.

Dans ce sillage, il a observé qu'en raison de ces

subventions mal réparties, 25% des carburants utilisés en Tunisie proviennent de la contrebande au détriment de l'économie algérienne.

Concernant l'eau, il a considéré qu'il n'était plus possible que cette ressource soit payée par le consommateur à six (6) dinars le m³ alors que le prix réel est de 300 DA/m³: «Il y a nécessité de revoir les prix tout en protégeant les classes vulnérables».

Toutefois, il a relevé la nécessité d'aller d'une manière graduelle vers les prix réels.

SELON DES EXPERTS

Les entreprises algériennes appelées à améliorer et diversifier leur production pour exporter

Les entreprises algériennes doivent améliorer et diversifier davantage leurs productions et aboutir ainsi à l'exportation, principale moteur d'une économie durable, ont souligné hier des experts lors d'une journée d'étude tenue à la maison de jeunes de la ville de Bouira.

«La diversification de la production économique hors-hydrocarbures est l'une des plus fiables solutions pouvant sortir l'Algérie de la rente pétrolière ainsi que de la crise actuelle», a souligné un responsable à l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur, Boualem Bouadma, lors de cette rencontre placée sous le thème: «Exploitabilité, excellence opérationnelle et innovation», organisée par la Chambre de commerce de Bouira.

«De ce fait, les entreprises doivent veiller davantage à l'amélioration de leurs productions ainsi qu'aux normes régionales et mondiales afin qu'elles puissent exporter», a-t-il relevé.

Le responsable a noté par ailleurs une légère hausse de «6% du taux des exportations hors hydrocarbures durant les huit premiers mois de l'année 2017 par rapport à la même période de l'année écoulée».

«Les importations ont également baissé de 3% durant la même période», selon les chiffres fournis par M. Bouadma.

Ce dernier a saisi cette occasion pour rappeler les investisseurs présents à cette journée d'étude les mesures incitatives à l'exportation instaurées par l'Etat pour diversifier l'économie nationale et sortir de la rente pétrolière.

Au cours de cette rencontre, l'expert



Said Babaci, président du club CLEO, a appelé les entrepreneurs et investisseurs présents «à s'armer davantage de savoir en matière de management et de gestion pour pouvoir mettre à niveau leurs entreprises avec l'objectif d'exporter vers l'étranger tout en se mettant aux normes exigées».

«Le développement d'une économie (hors hydrocarbures) signifie entre autre une économie basée sur la production des produits et des services capables de s'exporter et d'assurer des rentrées financières significatives pour le pays», a estimé M. Babaci, lors de son intervention à cette rencontre.

Et d'insister: «Cela implique que l'entreprise concernée devra également satisfaire les besoins nationaux non seulement en quantité mais aussi en qualité et à des coûts accessibles».

Pour cet expert, «la réalité du tissu économique algérien reste alarmante», malgré les stratégies tracées par l'Etat et les efforts consentis par ses instances d'exécution pour la dynamisation de l'entreprise algérienne.

M. Babaci a estimé en outre qu'il n'y a pas suffisamment de petites et moyennes entreprises (PME) ni de petites et moyennes industries (PMI) capables de résister à l'ouverture à la compétition internationale et de soutenir le développement des grandes entreprises». A cet effet, le président du club CLEO a incité les opérateurs économiques à travailler à long terme sur la base d'un programme de mise à niveau efficace et sérieux pour pouvoir assurer une bonne place économique sur la scène mondiale.

SELON LE PRÉSIDENT DU CLUB ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN, ABDELKADER SEMARI

Plaidoyer pour la mise en place d'un cadre juridique de la finance islamique

Des économistes et des experts ont plaidé lundi à Blida en faveur de la mise en place d'un cadre juridique de la finance islamique, qui contribuera «à sortir le pays de la crise économique qu'il vit actuellement».

«Le gouvernement est appelé à mettre en place ce cadre juridique afin de pouvoir l'appliquer dans les meilleurs délais», a déclaré le président du Club économique algérien, Abdelkader Semari, lors de son intervention au Forum économique sur la finance islamique et son impact sur l'économie nationale, organisé par l'association des journalistes et correspondants de presse de Blida.

Il a expliqué que «la proposition de la mise en place de ce système de financement déjà adopté par de nombreux pays européens, permettra à l'Algérie de mieux gérer la crise», mettant «l'expérience des 140 experts membres du Club à la disposition des autorités compétentes pour tracer les mécanismes d'une sortie de crise».

«La réussite du projet de mise en place de la finance islamique repose sur la mise en place d'un cadre organisationnel et la prise de décisions fermes de la part de l'Etat qui obligerait les banques à appliquer ce système de financement», a observé M. Semari. Dans le même sillage, un membre du Haut conseil islamique et expert économique, Mohamed Djelab, a dévoilé que cette institution avait présenté au gouvernement un projet sur le système monétaire islamique qui ne se limite pas aux banques mais aborde d'autres produits, dont les assurances, la zakat et le code du commerce.

Ce projet aborde également le cas des banques islamiques qui peuvent agir en terme de crédit en toute sérénité vue que la loi actuelle n'interdit pas ce genre d'opérations financières, a-t-il ajouté.

Présent à cette rencontre, le Directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Ben Mouhoub, a indiqué que la situation économique actuelle demande l'engagement de réflexion sur d'autres systèmes de financement de l'économie nationale, dont la Finance islamique, qui peut représenter une solution pour verser dans le système formel la manne financière du marché parallèle.

BOURSE D'ALGER : Projet d'introduction du chèque islamique dans les transactions

La Bourse d'Alger travaille en collaboration avec l'université de Sétif sur un projet d'introduction du chèque islamique dans ses transactions financières, a annoncé lundi à Blida son Directeur général, Yazid Ben Mouhoub.

«Ce projet est en cours de finalisation et sera incessamment présenté devant l'instance de contrôle des opérations boursières qui le soumettra à son tour et après étude au ministère des Finances», a indiqué le responsable à l'APS en marge d'un Forum économique sur la finance islamique et son impact sur l'économie nationale, organisé par l'Association des journalistes et correspondants de presse de Blida.

«Il est élaboré en collaboration avec l'université de Sétif qui compte de nombreux cadres compétents spécialistes dans le domaine économique et du marché des finances, et ce dans le cadre d'une convention signée entre cette institution et la Bourse d'Alger», a-t-il précisé. La Bourse d'Alger a également signé une convention avec la Bourse d'Arabie saoudite qui compte la plus importante réserve de chèques, qui dépasse les 400 milliards de dollars, et ce dans le but de bénéficier de son expérience dans le domaine du chèque islamique, a ajouté le responsable.

M. Ben Mouhoub a observé que la faible présence des entreprises en bourse, dont le potentiel financier est estimé à 485 milliards de dinars, était due au recours de ces entités économiques aux crédits bancaires caractérisés par une grande fluidité des financements bancaires durant la période allant de 2000 à 2014 et que la majorité des entreprises sont familiales et ne proposaient pas leurs actions à la vente.

La conjoncture économique nationale obligera de nombreuses entreprises à entrer en Bourse pour se maintenir, a-t-il observé.

TISSEMSILT: Distribution de 25.000 aides à l'habitat rural à fin septembre

Pas moins de 25.300 aides à l'habitat rural ont été distribués dans la wilaya de Tissemsilt jusqu'à fin septembre dernier, a-t-on appris lundi du directeur de l'habitat.

En marge de portes ouvertes sur le secteur organisées à l'occasion de la journée mondiale et arabe de l'habitat célébrée le 2 octobre, Mohamed Mekhiedche a déclaré que ces aides sont inscrites au titre des plans de développement pour la période allant de 2000 à fin septembre dernier en faveur des 22 communes de la wilaya.

À la faveur de ces aides, 23.963 constructions rurales ont été réalisées, soit un taux d'avancement de 93 pc du programme de l'habitat rural dans la région.

Il est question actuellement de la réalisation de 1.654 habitations rurales à un taux d'avancement des travaux variant entre 20 et 90%, selon le même responsable qui a indiqué que les mesures prises par la direction de l'habitat ont contribué à redynamiser le programme d'habitat rural dans la wilaya dont celle d'accorder un délai pour le lancement de la construction sous peine de récupérer l'aide.

Par ailleurs, M. Mekhiedche a annoncé que les autorités locales ont soumis une demande au ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville pour accorder à la wilaya un quota supplémentaire de 4.000 aides rurales afin de satisfaire les nombreuses demandes des zones rurales désertées dont celles des communes de Bordj Bouanaâma, Boukaid et Ammari.

La manifestation portes ouvertes sur l'habitat, tenue à la maison de la culture «Mouloud Kacim Nait Belkacem» de Tissemsilt, a été marquée par une exposition d'affiches et de fiches techniques mettant en exergue des programmes en cours de réalisation par des instances relevant de ce secteur dont l'OPGI, la direction de l'urbanisme et de la construction et l'entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

BOUMERDÈS : Plus de 300 placements de demandeurs d'emplois en trois mois

Plus de 300 placements dans des postes d'emplois permanents ont été réalisés entre juillet et septembre 2017 par l'Agence de l'emploi de Boumerdes, dont plus de 90 % dans le secteur privé, a-t-on appris, lundi auprès de sa responsable.

Ces placements ont été réalisés sur un total de 460 offres d'emplois, contre plus de 1.200 demandes de travail introduites auprès de l'Agence depuis début 2017, a indiqué à l'APS Mme. Lounis Nadja. En 2016, les offres de travail hors dispositifs classiques d'aide à l'emploi ont enregistré une hausse de 13 %, représentée par 13.544 offres contre 11.982 offres en 2015, a fait savoir la responsable. Soit une hausse de 27%, a-t-elle ajouté, réalisée la même année (2016) dans le nombre de placements permanents, qui est passé à 9.746, contre 7.677 placements réalisés en 2015. Une différence de 2.069 placements, s'est-elle félicité.

WILAYA D'ALGER: Plus de 250.000 logements toutes formules confondues en cours de réalisation

Plus de 250.000 logements toutes formules confondues (LPL, LSP, AADL, LPP) sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Alger, soit 10% des projets de logement à l'échelle nationale, a-t-on appris auprès du directeur de l'habitat de la wilaya d'Alger, Loumi Ismail.

La wilaya d'Alger enregistre la réalisation de plus de 250.000 logements toutes formules confondues pour éradiquer l'habitat précaire et assurer des logements décents aux citoyens a déclaré à l'APS M. Loumi en marge des portes ouvertes organisées sous le thème «le logement, un pilier du développement durable» à Alger à l'occasion de la célébration de la journée mondiale et arabe du logement.

Il a indiqué que ce programme «ambitieux» pour promouvoir le secteur de l'habitat concernait toutes les formules à l'image du logement social, participatif, locatif et promotionnel public affirmant que tous les programmes seront livrés dans les délais impartis.

M. Loumi a réitéré, dans le même sens, l'engagement de l'Etat la réalisation de tous les projets AADL dont 155 000 à Alger, rassurant que la réalisation de ce programme se déroule à un bon rythme et que «la conjoncture financière que traverse le pays n'a aucune incidence sur les chantiers qui ne sont pas à l'arrêt». Il a précisé, en outre, que «tous les projets seront livrés dans les délais et que chaque souscripteur aura son logement».

Il a annoncé que 18.000 logements promotionnels aidés, sur 26.200 unités programmés à Alger, seront livrés avant la fin de 2017.

S'agissant de cette nouvelle formule (logement promotionnel aidé) dont la souscription sera ouverte à partir de 2018, le même responsable a affirmé qu'elle vient en appui au programme global d'habitat et autres formules en cours, précisant qu'elle est destinée à la catégorie à revenu moyen, avec des avantages et des alternatives notamment en matière de superficie, de nombre de chambres et de nouvelles formules de financement.

Une commission regroupant plusieurs secteurs a été installée au niveau

GHARDAÏA : Plus de 2.650 habitations ont bénéficié d'une réhabilitation

Quelque 2.654 anciennes bâtisses, classées comme habitations précaires ou menaçant ruine, ont fait l'objet de travaux de réhabilitation et d'étaielement dans la wilaya de Gharadaïa, a-t-on appris du directeur du logement, Abdelhalim Melat.

Plus de 1,7 milliard DA ont été investis pour ces opérations de réhabilitation qui ont touché l'ensemble des communes de la wilaya, a-t-il indiqué.

Ces investissements ont porté notamment sur la réhabilitation et l'étaielement de maisons affectées par les vicissitudes du temps et les aléas

climatiques (pluies, inondations), ainsi que ceux touchés par les incendies suite aux événements qu'on connues les communes de Gharadaïa, Guerrara, Berriane, Daya Ben-Dahoua et Bounoura, a précisé le même responsable. De son côté, le Directeur de l'Urbanisme de l'Architecture et de la construction (DUAC), Abdelaziz Siouda, a mis l'accent sur l'importance de la valorisation de l'architecture exceptionnelle de la région du M'zab, classée patrimoine universel par l'UNESCO en 1982, par le respect et le renforcement du paysage urba-

nistique propre à la région.

Pour la réhabilitation des bâtisses affectées ou menaçant ruine, le DUAC préconise une stratégie participative afin de sauvegarder et valoriser ce patrimoine architectural et d'œuvrer ensemble à trouver des solutions visant à «rendre vie» à ces chefs d'œuvres architecturaux.

«Le visage urbanistique de nos cités souffre dans la région de détérioration, et notre objectif est de préserver ce patrimoine urbanistique par un respect des normes architecturales et la valorisation des matériaux de construction traditionnels à base de

chaux et la pierre locale tout en améliorant les conditions de vie des habitants afin de relier le passé au présent et préserver les acquis civilisationnels et historiques, a-t-il souligné. Une exposition mettant en valeur les efforts consentis par les pouvoirs publics pour la préservation du patrimoine architectural du M'zab, les constructions de logements et autres équipements publics dans la wilaya, a été organisée au siège de la direction locale du secteur à l'occasion de la journée mondiale de l'habitat, qui coïncide avec le premier lundi du mois d'octobre de chaque année.



de la tutelle pour définir les conditions et critères de souscription et fixer les mécanismes à même d'assurer le respect des délais de réalisation» a souligné M. Loumi qui a ajouté qu'ils s'agit également de faciliter le versement des tranches et le paiement des coûts de réalisation aux entrepreneurs afin d'éviter tout problème de financement.

54000 logements et bâtiments à réhabiliter et à restaurer à Alger

Concernant le programme de restauration et de réhabilitation du tissu urbain de la capitale, ajoute M. Loumi, la direction du logement, en coordination avec les offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), supervise l'exécution de la première tranche de l'opération en question qui touche 54000 logements et bâtiments au niveau des différentes communes et ce dans le cadre du programme de l'embellissement de la capitale et le programme du plan stratégique de la capitale à l'horizon 2029.

A cette occasion, le même responsable a annoncé que la 23ème opération de relogement des citoyens d'Alger aura lieu dans les prochains jours.

ORAN : Formation de plus de 300 jeunes porteurs de projets agricoles

La chambre d'agriculture d'Oran a contribué, cette année, à la formation de 369 jeunes porteurs de projets agricoles au niveau du centre de formation professionnelle spécialisée en agriculture de Misserghine, a-t-on appris lundi de cette chambre. La formation, qui s'est effectuée en deux sessions, touche toutes les filières agricoles, a indiqué le Secrétaire général de la chambre, en marge du salon des produits agricoles, ouvert lundi à la maison de l'artisanat et des métiers à hai «Es-sabah» (est d'Oran).

En outre, cinquante agriculteurs et fils de fellahs ont bénéficié de formation au niveau de l'Institut technologique spécialisé en agriculture d'Ain témouchent lors de la saison agricole (2016-2017), a ajouté M. Zeddani Lahouari. D'autre part, la chambre a programmé 18 séances de vulgarisation au profit d'agriculteurs dans plusieurs spécialités, dont les grandes récoltes, les maraichers, la santé animale, en plus de l'organisation de caravanes de sensibilisation sur la santé végétale. Par ailleurs, elle a participé à plu-

sieurs manifestations internationales organisées à Oran liées au secteur agricole pour faire découvrir les performances nouvelles et bénéficier des expériences pour développer le secteur. Le nombre de fellahs et éleveurs inscrits au niveau de la chambre agricole de la wilaya d'Oran a atteint plus de 11.000 adhérents, dont 789 femmes rurales. La chambre a délivré, à ce jour, 5.271 cartes magnétiques. Plus de 70 exposants participant dans différentes filières agricoles participent au salon des produits agricoles organisé à l'oc-

casion de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole placée sous le slogan : «L'investissement dans la connaissance, une garantie de la sécurité alimentaire», en plus de représentants d'instances nationales et d'artisans ayant un rapport avec le secteur agricole.

Cette manifestation de trois jours est organisée par la Chambre d'agriculture et la Direction des services agricoles (DSA) en collaboration avec la Maison de l'artisanat et des métiers d'Oran.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Arrestation d'un individu à Batna pour menace et chantage et saisie d'une grande quantité de boissons alcoolisées à Saïda

Un individu accusé de menaces contre des personnes a été arrêté dans la wilaya de Batna et une grande quantité de boissons alcoolisées non facturées a été saisie par les forces de sûreté dans la wilaya de Saïda, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de criminalité, les forces de sûreté de la wilaya de Batna ont arrêté un trentenaire impliqué dans une affaire de chantage et menace sous peine de divulgation publique avec usurpation d'identité d'une institution officielle, a précisé le communiqué. Le suspect a été arrêté suite à une plainte déposée par une personne d'une cinquantaine d'années qui déclare avoir fait l'objet de chantage et de menace par le mis en cause qui lui a demandé le paiement d'une somme de 500.000 DA contre l'octroi d'une carte mémoire contenant des vidéos privées, ajoute-t-on de même source.

Les éléments du service de wilaya de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya



de la Batna "ont dès lors intensifié les opérations de recherche en coordination avec le plaignant à l'effet d'organiser un rendez-vous avec le mis en cause, ce qui a permis l'arrestation du suspect en sa possession une carte mémoire contenant quatre vidéos de la victime", indique-t-on de même source.

Après l'achèvement des procédures d'enquête, un dossier judiciaire est ouvert en vertu duquel le mis en cause est présenté devant les juridictions compétentes.

Par ailleurs, les forces de sûreté de la wilaya de Saïda ont saisi une quantité importante de boissons alcoolisées sans facture estimée à 936 unités de différents types et volumes.

Les forces de police de la wilaya de

Saïda avaient reçu des informations selon lesquelles un individu allait transporter des boissons alcoolisées à bord d'un véhicule touristique venant de la wilaya de Mascara en direction de la wilaya de Saïda. L'opération s'est soldée par la saisie de 936 bouteilles de boissons alcoolisées, de différents types et volumes, sans autorisation. Le conducteur qui est actuellement en état de fuite avait effectué une manœuvre dangereuse ayant entraîné le renversement de son véhicule ce qui lui a permis de prendre la fuite vers une destination inconnue. Le procureur de la République auprès du tribunal de Saïda a été informé des faits, alors que l'enquête reste ouverte jusqu'à l'arrestation du mis en cause, conclut le communiqué.

TISSEMSILT

Saisie de 194,07 grammes de kif traité et deux personnes écrouées

Abed Meghit

Des informations parvenues à la sûreté urbaine de Laâyoune, ont abouti à la saisie de 194,07 grammes de kif traité.

Une véritable exploitation des informations est menée par les éléments de la sûreté urbaine de Laâyoune et qui s'est soldée par l'arrestation de deux (02) personnes âgées entre 25 et 30 ans et suite à une perquisition ordonné par le procureur de la République près le tribunal de Theniet El Had, dans leurs habitations des mis en cause a permis aux éléments de la sûreté urbaine de Laâyoune de découvrir les 194,07 grammes de kif traité, 11 comprimés de psychotropes et une arme (Épée) ainsi qu'une somme d'argent de 20 000 DA provenant de la vente illégitime de cette marchandise.

Les mis en cause ont été inculpés pour détention, et commercialisation de drogue. Après leurs auditions par les enquêteurs, ces présumés dealers ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Theniet El Had et placés sous mandat de dépôt.

ORAN :

De 15 à 20 ans de prison ferme dans une affaire de drogue

Des peines de 15 ans de prison ferme ont été prononcées lundi à l'encontre de cinq mis en cause et de 20 ans de réclusion par contumace contre deux (02) autres en fuite dans l'affaire de 9,17 quintaux de kif par le tribunal criminel d'Oran.

Huit (08) accusés, dont un a été acquitté, ont comparu devant le tribunal criminel d'Oran pour trafic de drogue dans cette affaire, qui remonte au 18 novembre 2015, lorsque des éléments de la Gendarmerie nationale de Rahouia (Tiaret), agissant sur informations, ont opéré la saisie de 917 kg de kif traité trouvés dissimulés à bord d'un camion stationné sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de Rahouia.

Deux autres véhicules légers, qui servaient d'éclairiers, ont été également



saisis dans la localité de Gartoufa, relevant de la wilaya de Relizane. Les investigations diligentées par les éléments de la police judiciaire de la gendarmerie nationale ont abouti à l'arrestation de six (06) personnes et deux autres en fuite sont activement recherchées. L'enquête a révélé que la marchandise prohibée devait être acheminée vers la Libye passant par Ghardaïa. Lors du pro-

cès les accusés présents ont tous nié les faits retenus contre eux, prétendant qu'ils accompagnaient le camion et lui ouvraient la voie pour d'autres motifs que le transport de la drogue. Mais dans la confrontation entre eux, ils se sont emparés dans d'innombrables contradictions. Le procureur de la République a requis 20 ans de prison ferme à l'encontre des huit (08) accusés.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Plus de 11.000 inscrits aux cours d'alphabétisation

Au total 11.540 nouveaux apprenants ont rejoint les classes d'alphabétisation de niveau 1 et 2 dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, au titre de la rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on appris, lundi, du directeur local de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA). Les femmes représentent 90 % de cette catégorie de scolarisés, a indiqué M. Nabil Aidhat, précisant que cette proportion s'explique par le fait que les femmes de cette région, notamment les plus âgées, ont plus envie d'apprendre que les hommes. Tous les moyens nécessaires,

à savoir les livres scolaires, les cartables et les fournitures scolaires ont été mis à la disposition des apprenants afin de réussir cette rentrée scolaire, a-t-il précisé. L'encadrement pédagogique est assuré par 263 enseignants, recrutés dans le cadre de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), dont 195 contractuels et 13 volontaires, a fait savoir le même responsable. Ces enseignants ont bénéficié, avant leur prise de fonction, d'une formation spécialisée de quatre (4) jours axée sur la psychologie et la pédagogie de l'enseignement pour adultes, a affirmé la même source.

BATNA

Saisie de 3 fusils de chasse, 135 cartouches et 3,940 kg de poudre à canon

Trois (3) fusils de chasse, 135 cartouches et 3,940 kg de poudre à canon ont été saisis par les services de la gendarmerie nationale de la wilaya de Batna, a-t-on appris hier du groupement territorial de ce corps de sécurité. Agissant sur la base de renseignements, les services de la gendarmerie nationale ont effectué cette saisie entre le 28 septembre et 2 octobre dernier, lors d'opérations distinctes qui ont eu lieu dans les communes de Djezzar, Ain Yagout et Oued Taga, a précisé la même source. La brigade de recherche de la gendarmerie nationale de la commune de Barika a saisi un fusil de chasse, 135 cartouches et 3,220 kg de poudre de canon chez une personne âgée de 43 ans habitant dans la mechta d'Ouled Derradji dans la commune de Djezzar, selon la même source. Un autre fusil traditionnel et 720 g de poudre à canon ont été également découverts dans la localité d'Ain Yagout, à l'intérieur d'un véhicule de tourisme où se trouvaient deux (2) personnes âgées de 30 et de 43 ans, a-t-on ajouté, notant que l'inspection d'un autre véhicule de tourisme, transportant trois (3) personnes dans la localité d'Ain Taga, a permis de saisir un troisième fusil. Les six (6) personnes impliquées dans ces affaires ont été présentées devant la justice qui a transmis une convocation directe à l'un d'entre eux, alors que le reste a été libéré, avec le report des audiences au 9 octobre prochain, selon la même source. Les brigades territoriales de ce corps de sécurité des communes de Ouyoune El Assafir et de Menaâ ont réussi aussi à saisir durant la même période 2.986 bouteilles de boissons alcoolisées, tous volumes confondus, a-t-on souligné de même source.

ORAN :

Lancement du tri sélectif des déchets dans dix écoles de la commune d'Es-Sénia

L'EPIC CET Oran vient de lancer le tri sélectif des déchets au niveau des 10 établissements scolaires que compte la commune d'Es-Sénia, dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris hier de la directrice de cette entreprise.

La commune d'Es-Sénia compte quelque 26 écoles dans les trois paliers. Le tri sélectif a déjà commencé dans une dizaine, a affirmé Mme Dalila Chellal, ajoutant que l'objectif de son entreprise est de généraliser le tri dans l'ensemble des communes de la daïra d'Es-Sénia, et puis dans d'autres daïras de la wilaya.

Le tri sélectif dans les établissements scolaires a un triple objectif, économique, écologique et surtout pédagogique. Tout en récupérant les déchets recyclables, le papier principalement, qui sera vendu aux enchères, le tri sélectif permet la réduction du volume des déchets acheminés au centre d'enfouissement technique (CET), tout en inculquant de nouvelles habitudes aux enfants, relève-t-elle. Dans ce contexte, la même responsable a souligné que l'expérience menée durant plus d'une année avec les établissements scolaires révèle que le taux d'acceptation et d'engagement au tri sélectif est de l'ordre de 100% au niveau des écoles primaires, et il va en baisse dans les CEM et les lycées. "L'implication des communes dans ces programmes est primordiale", note Mme Chellal, expliquant que ce sont ces collectivités qui récupèrent les déchets recyclables pour les acheminer au CET de Hassi Bouinif, ce qui ne constitue pas une grande charge puisque la collecte se fait une fois par semaine en moyenne.

PACIFIQUE : Le volcan du Vanuatu semble se stabiliser



L'activité d'un volcan du Vanuatu qui a entraîné l'évacuation d'une île entière de cet archipel du Pacifique semble se stabiliser, ont annoncé hier des scientifiques, mais il est encore trop tôt pour que les habitants reviennent.

Les 11.000 personnes vivant sur l'île d'Ambae, au nord de la capitale de cet archipel du Pacifique, ont reçu l'ordre de partir du fait du réveil du Manaro Voui, qui a grondé pendant plusieurs semaines avant d'envoyer une pluie de cendres et de roches sur certains villages de l'île il y a quelques jours.

Redoutant une éruption majeure, les autorités ont mobilisé une armada d'embarcations dispersées pour transporter les habitants en lieu sûr sur d'autres îles.

L'Observatoire de prévention des risques géologiques du Vanuatu a annoncé mardi que la menace avait diminué, tout en maintenant à quatre le niveau d'alerte, soit le deuxième plus élevé. Il a précisé, sur la base d'observations aériennes et de relevés des stations géologiques, que l'activité sismique se limitait désormais au lac du cratère.

«Comme l'activité est désormais plus stabilisée et se concentre seulement sur une nouvelle île apparue dans le Lac Voui, la pos-

sibilité d'une importante éruption touchant l'île entière semble désormais moins probable», a-t-il dit.

Joe Cropp, porte-parole de la Croix-Rouge, a jugé «rassurante» cette nouvelle évaluation du risque, tout en rappelant que des milliers de personnes demeureraient dans des hébergements d'urgence.

Les habitants d'Ambae ne pourront retourner sur leur île que quand la menace sera descendue au niveau trois, ce qui pourrait prendre des mois, a-t-il précisé. Il a indiqué que l'essentiel de la population avait été installée sur trois îles voisines, dans des écoles, des églises ou des terrains de sports.

Au final, l'évacuation a été bouclée plus de deux jours avant la date butoir qui avait été fixée par les autorités. L'archipel aux 80 îles, qui compte 270.000 habitants, avait été en partie ravagé en 2015 par un puissant cyclone qui avait fait 11 morts.

Condominium franco-britannique jusqu'à son indépendance en 1980, le Vanuatu est l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Il se situe sur la «ceinture de feu» du Pacifique où la collision de plaques tectoniques cause de fréquents tremblements de terre et une importante activité volcanique.

TUNISIE: Fortes précipitations sur les 24 provinces du pays



De fortes précipitations ont marqué ce début de semaine 24 provinces de Tunisie notamment celles du nord, nord-ouest et plus particulièrement le Grand-Tunis, comme l'a prévu l'Institut national tunisien de météorologie (INM). Les grandes quantités de pluies diluviennes ont généré de violents courants d'eau voire même des inondations dans les provinces du Grand-Tunis (Ariana, Manouba, Ben Arous et Tunis-ville), ce qui a causé l'interruption de la circulation dans

plusieurs zones, a pu constater un correspondant de Xinhua. «A partir de cet après-midi, la situation météorologique sera favorable à des pluies orageuses qui gagneraient en intensité», a alerté l'INM qui prévoit, dans un bulletin spécial, des vents dépassant 60km/h.

Selon la même source, la province de Zaghouan (nord-est) a enregistré la pluviométrie la plus forte avec, à titre d'exemple, 69 millimètres dans la commune de Bir Mechargua.

APS

PUBLIÉE DANS LE JOURNAL OF THE AMERICAN COLLEGE OF CARDIOLOGY Une étude montre que sauter le petit-déjeuner double le risque d'artériosclérose

Sauter le petit-déjeuner ou mal s'alimenter en début de journée double le risque de développer une artériosclérose, c'est-à-dire un épaississement de la paroi des artères qui peut être fatal, selon une étude publiée lundi dans le *Journal of the American College of Cardiology*.

Les scientifiques ont découvert des lésions causées aux artères bien en amont de l'apparition de symptômes ou de développement de maladie.

Selon eux, cette découverte pourrait fournir un outil important dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires, à l'origine du plus grand nombre de décès au monde. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), quelque 177 millions de personnes en sont mortes en 2015.

«Les gens qui sautent régulièrement le petit-déjeuner ont probablement un mode de vie qui n'est globalement pas sain», a relevé Valentin Fuster, directeur de l'hôpital Mount Sinai Heart et rédacteur en chef de la revue américaine. «Cette étude prouve que c'est une mauvaise habitude que les gens peuvent modifier de manière proactive pour réduire leur risque de développer une maladie cardiaque», a-t-il relevé.

Les scientifiques ont étudié pendant six ans 4.000 employés de bureau d'âge moyen vivant en Espagne. 25% d'entre eux consommaient un petit-déjeuner riche, inapportant au moins 20% de leur calories quotidiennes lors de ce repas. Mais la grande majorité (70%) n'absorbait qu'entre 5 et 20% de leurs calories quotidiennes, et 3% ne mangeaient rien ou quasiment rien.

Ce dernier groupe «tend à avoir des habitudes alimentaires généralement moins saines et une prévalence plus élevée à présenter des



facteurs de risques cardiovasculaires», selon le compte-rendu des travaux.

Ces personnes ont aussi «la plus importante circonférence au niveau de leur taille, un indice de masse corporelle et des niveaux de tension artérielle, de lipides dans le sang et de glucose à jeun» les plus élevés.

Utilisant des ultrasons pour repérer d'éventuels dépôts graisseux dans les artères ou de signes précurseurs de maladie, les chercheurs ont remarqué que les personnes consommant moins de 5% de l'apport calorique quotidien recommandé avaient en moyenne deux fois plus d'accumulation graisseuse dans les artères que celles avalant un petit-déjeuner très calorique.

Ce risque accru pour les réfractaires au repas matinal est apparu indépendamment d'autres fac-

teurs (fumer, cholestérol, inactivité physique).

De précédentes études ont lié petit-déjeuner sain et bon état de santé, notamment un poids inférieur, un régime équilibré et de moindres risques concernant cholestérol, tension artérielle et diabète. Se passer de petit-déjeuner avait déjà été associé à une probabilité supérieure de développer une maladie coronarienne.

«Les esquivements du petit-déjeuner tentent en général de perdre du poids mais ils ont tendance au final à manger davantage et des aliments moins sains au fil de la journée. Se passer de petit-déjeuner peut entraîner des déséquilibres hormonaux et altérer les rythmes circadiens», a relevé Prakash Deedwania, professeur de médecine à l'université de Californie, dans un éditorial accompagnant la publication.

MALAISIE : Le Crash du MH370 demeure une énigme

Les enquêteurs australiens coordonnant les recherches du vol MH370 disparu en 2014 ont fait hier un constat d'échec dans leur rapport final, reconnaissant qu'il était «presque inconcevable» qu'un avion puisse se volatiliser de la sorte.

Le Boeing 777 de la compagnie aérienne malaisienne Malaysia Airlines a disparu le 8 mars 2014 avec 239 personnes à bord, peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin, et se serait abîmé dans l'océan Indien. Cette disparition est l'un des plus grands mystères de l'histoire de l'aviation civile.

Aucune trace de l'appareil n'a été trouvée dans la zone de recherches de 120.000 kilomètres carrés déterminée dans le sud de l'océan Indien, sur la base d'analyses satellites de la trajectoire possible de l'appareil après qu'il eut dévié de sa route théorique.

«Les raisons de la perte du MH370 ne peuvent pas être établies



avec certitude tant que l'avion n'est pas retrouvé», indique le Bureau australien de la sécurité et des transports (ATSB) dans son rapport d'enquête final, présenté mardi.

«Il est presque inconcevable et certainement inacceptable pour la société, à l'ère de l'aviation moderne, (...) qu'un important avion commercial disparaisse sans que personne ne sache avec certitude ce qu'il et les personnes à bord sont devenues.» L'ATSB reconnaît que les recherches «les plus importantes de l'histoire» ont été rendues très compliquées par le peu d'informations, expli-

quant que n'étaient initialement disponibles que les données sur les performances de l'appareil et les communications satellites.

Les enquêteurs ont ensuite eu recours à des modélisations de la dérive possible de débris qui ont été découverts et qui avaient pour certains passés jusqu'à deux années en mer.

Après trois années de recherches, l'ATSB indique toutefois dans son rapport de 440 pages que «la compréhension de l'endroit où le MH370 pourrait se trouver est meilleure aujourd'hui que ce qu'elle n'a jamais été.

«Les recherches

sous-marines ont éliminé la plupart des zones de forte probabilité déterminées par la reconstruction de la route de l'avion et les études de dérive des débris réalisées ces 12 derniers mois ont identifié la zone la plus probable avec une précision accrue», indique le rapport.

L'agence nationale australienne pour la recherche, le CSIRO, a publié en avril un rapport affirmant que le MH370 se trouvait «le plus probablement» au nord de l'ancienne zone de recherches dans un secteur d'environ 25.000 kilomètres carrés.

Une hypothèse à laquelle souscrit l'ATSB, qui a réanalysé des images satellites prises le 23 mars 2014 qui montraient tout un tas d'objets qui pourraient être les débris du MH370.

Seuls trois débris issus du vol ont été repêchés sur les côtes occidentales de l'océan Indien, dont un morceau d'aile de deux mètres identifié comme un flapéron.

EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DE LA TOUR EIFFEL Paris ne se refuse rien



CEM

En fêtant ses 300 millions de visiteurs depuis son inauguration en 1889, le monument phare de la capitale française dévoile ses charmes, et à l'occasion ses dessous. Musique et autres spectacles d'animation ont été de la partie pour marquer, jeudi dernier l'entrée du 300 millionième visiteur à la Tour Eiffel qui a ouvert tous ses étages pour montrer les charmes de ce joyau du patrimoine touristique français de 327 mètres de hauteur implanté sur la partie nord-ouest de Paris, par Gustave Eiffel et son équipe à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1889. Le parvis a été le théâtre d'une animation photo destinée à ériger un muren photos long de 12 mètres reproduisant le message suivant : "300.000.000 de mercis".

L'ambiance festive et les scores de fréquentation n'ont pas suffi à taire la polémique engendrée par le gigantesque chantier lancé par la mairie de Paris pour renforcer l'enceinte du monument. En effet, en termes de nombre de visiteurs, la Tour Eiffel est « le quatrième selon l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris, après Notre-Dame, le Sacré-Coeur et le Louvre », écrit le site www.parismatch.com, ajoutant que pour l'année 2016, « elle a accueilli un peu plus de 5,8 millions de visiteurs contre plus de 7 millions en 2014, qui reste une année record ».

Au regard des conditions nouvelles induites par la situation sécuritaire, et en vue de préparer le monument aux Jeux olympiques de 2024 qu'abritera la capitale française, un immense chantier de dix mois est annoncé avec comme objectif de « sécuriser ses accès, moderniser son accueil, tout en préservant son esthétique », peut-on lire sur le site du journal www.ouest-france.fr qui parle d'un "grand lifting" en perspective.

Le responsable élu de la mairie de Paris, Jean-François Martins pour qui "ça s'imposait", tente de vendre le projet en expliquant qu'il intègre « des im-

pératifs de sécurité et de qualité, tant pour l'accueil que pour l'esthétique », indique-t-il sur le site du même journal. La mairie de Paris a fait appel à l'architecte autrichien Dietmar Feichtinger auteur notamment du pont-passerelle du Mont Saint Michel. D'après les esquisses présentées il compte « ériger deux murs en verre blanc de plus de 220 m chacun, côté Seine et côté Champ-de-Mars », croit savoir ouest-france.fr qui a vu également des parois transparentes, « hautes de 3 m et épaisses de 7 cm pour résister aux tirs et aux voitures-béliers, qui s'aligneront le long du quai Branly et de l'avenue Gustave-Eiffel. » Le projet sera complété par des barrières métalliques qui raccorderont le tout avec les allées cavalières. Le coût total du projet est de 20 millions d'euros. Mais la délégation de service public prévoit sur une échance de 15 ans un investissement global de 300 millions d'euros, un petit clin d'œil pour les 300 millions de visiteurs. Les responsables de la municipalité tentent de rassurer que tout l'argent nécessaire sera mobilisé par la seule exploitation du site. Malgré cela, il se trouve déjà des gens pour s'opposer à ces travaux qui, disent-ils risquent de coûter cher et d'être sans effet. Le président de l'association des Amis du Champ-de-Mars Sébastien Baschet, qui revendique « 4 000 adhérents », dénonce le manque de concertation des usagers et prévoit que ce projet n'obtiendra aucun impact ni en termes de protection ni d'esthétique. Une chronique du site www.lvoltaire.fr mise en ligne le 26 septembre remet tout en cause, en estimant que les mesures préconisées ainsi que les matériaux prévus ne peuvent en aucun cas assurer la sécurité du site. De plus, au moment « où "frontière" est un si vilain mot dans le politiquement correct, il semble que ces vingt millions pourraient trouver meilleure utilisation », ajoute l'auteur de ce papier. Pour l'heure, une seule chose est sûre : à compter du 1er novembre, le tarif d'accès au monument passera de 17 à 25 euros.

YÉMEN : Le nombre de morts dues au choléra s'élève à 2.127

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé samedi que l'épidémie de choléra a fait 2.127 morts au Yémen depuis son apparition fin avril. Plus de 767.524 personnes dans 22 des 23 provinces de ce pays en guerre ont été infectées, a-t-elle ajouté sur son site internet. La plupart des cas suspects et des décès ont été signalés dans les provinces du nord, sous le contrôle des rebelles houthis.

Le nombre de

morts a augmenté de 124 par rapport au dernier rapport de l'OMS publié il y a neuf jours, alors que le nombre de cas suspects a augmenté de 62.980.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a prédit que l'épidémie pourrait toucher un million de personnes d'ici la fin de l'année.

La guerre au Yémen, qui dure depuis plus de deux ans et demi, a détruit la majeure partie des systèmes d'eau et d'assai-

nissement du pays, ainsi que la moitié des installations de santé du pays, environ 15 millions de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et aux soins de santé de base.

La guerre a également poussé le pays au bord de la famine, avec environ 385.000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, ce qui les expose à un risque accru de diarrhée aqueuse aiguë et de choléra, selon les agences onusiennes.

NOBEL Le Nobel de physique décerné à trois Américains pour l'observation des ondes gravitationnelles

Trois astrophysiciens américains, Rainer Weiss, Barry Barish et Kip Thorne, ont été récompensés hier par le prix Nobel de physique pour l'observation des ondes gravitationnelles, ouvrant une nouvelle fenêtre sur la connaissance de l'univers.

Le jury Nobel a primé « leurs contributions décisives à la conception du détecteur LIGO et à l'observation des ondes gravitationnelles », avancée capitale de la recherche qui confirme une prédiction d'Albert Einstein dans sa théorie de la relativité générale.

Leur « découverte a bouleversé le monde », a souligné le secrétaire général de l'Académie des sciences, Göran Hansson. Un siècle après la prédiction d'Einstein, ces physiciens ont fait faire un pas de géant à l'astrophysique et levé un pan de voile sur les mystères du cosmos.

« Nous savions que des ondes gravitationnelles existaient mais c'est la première fois qu'elles ont été observées directement », s'est réjoui Olga Botner, membre du comité de physique Nobel lors d'une conférence de presse.

Au moyen de l'instrument américain LIGO (Laser Interferometer Gravitational-Wave Observatory), que les scientifiques primés ont créé et qui est formé de deux détecteurs identiques en Louisiane et dans l'Etat de Washington, les ondes gravitationnelles ont été directement observées pour la première fois en septembre 2015. L'annonce en avait été faite le 11 février 2016.

En septembre 2017, un autre instrument, le détecteur européen Virgo enregistré à son tour pour la première fois des ondes gravitationnelles. Le prix de physique est traditionnellement le second des Nobel annoncés chaque année.

Le prix Nobel de médecine a été attribué lundi à trois généticiens américains dont l'étude de l'horloge biologique éclaire l'adaptation du corps au cycle du jour et de la nuit, les troubles du sommeil et leurs effets sur la santé. Suivront la chimie mercredi, la littérature jeudi, la paix vendredi et le prix d'économie le 9 octobre.

Cette année, chaque prix est doté de neuf millions de couronnes suédoises (environ 940.000 euros). Rainer Weiss en obtient la moitié et Barry Barish et Kip Thorne l'autre moitié.

APS

CHINE : Des scientifiques réalisent une percée dans le développement d'une technologie pour remplacer le Wi-Fi



Des scientifiques chinois ont réalisé une percée en créant des points de carbone émissifs colorés (full-color emissive carbon dots F-CDs), faisant ainsi un pas de plus vers le développement d'un moyen de communication sans fil qui pourrait voir le jour dans seulement six ans.

Le Li-Fi (acronyme des mots anglais light et fidelity), utilise la lumière visible d'ampoules LED pour transmettre des données plus rapidement que le Wi-Fi, basé sur les ondes radio.

Tandis que la plupart des scientifiques utilisent des matériaux à base de terres rares comme source de lumière pour le Li-Fi, une équipe de scientifiques chinois a créé un matériau alternatif, les F-CDs, un nanomatériau de carbone fluorescent qui s'avère être plus sûr et plus rapide.

« De nombreux chercheurs à travers le monde travaillent encore sur ce matériau. Nous étions les premiers à le créer avec succès en utilisant des matières premières à bas coûts, telles que l'urée, avec un traitement simple », a indiqué

Qu Songnan, chercheur associé à l'Institut de l'Optique, de la Mécanique fine et de la Physique de Changchun, relevant de l'Académie chinoise des Sciences.

Selon lui, les terres rares ont une longue durée de vie qui réduit la vitesse de transmission du Li-Fi. En revanche, les F-CDs permettent une vitesse de transmission des données plus rapide.

Dans les recherches précédentes, les points de carbones ne pouvaient émettre que des lumières bleues et vertes, tandis que le nouveau nanomatériau peut émettre toutes les lumières visibles pour l'être humain, ce qui représente une percée dans le domaine du nanomatériau de carbone fluorescent.

Selon M. Qu, cette percée est importante pour le développement du Li-Fi, qui devrait entrer sur le marché dans seulement six ans. Un test mené en 2015 par un ministère du gouvernement chinois montre que le Li-Fi permet une transmission de données à une vitesse de 50 gigaoctets par seconde.

ÉTATS-UNIS : Un véritable arsenal découvert au domicile du tireur de Las Vegas



La police a découvert des armes à feu, des explosifs et des milliers de munitions au domicile du tireur de Las Vegas, Stephen Paddock, à Mesquite, à 120 kilomètres de Las Vegas. Les enquêteurs ont trouvé « plus de 18 armes à feu supplémentaires, des explosifs et plusieurs milliers de munitions, ainsi que des appareils élec-

troniques que nous étudions en ce moment », a indiqué le shérif. Cet arsenal s'ajoute aux 16 armes à feu découvertes dans sa chambre de l'hôtel Mandalay Bay à Las Vegas, a-t-il précisé, ajoutant que les enquêteurs n'ont pour l'instant pas trouvé de message du suspect pouvant expliquer son acte.

troniques que nous étudions en ce moment », a indiqué le shérif. Cet arsenal s'ajoute aux 16 armes à feu découvertes dans sa chambre de l'hôtel Mandalay Bay à Las Vegas, a-t-il précisé, ajoutant que les enquêteurs n'ont pour l'instant pas trouvé de message du suspect pouvant expliquer son acte.

FATIGUE

ÉVITER LE SURMÉNAGE

Une fatigue ressentie en dehors de tout effort peut être le signe d'un mode de vie perturbé. Mais elle peut également être le signe révélateur d'une maladie. Même si des médicaments peuvent aider à passer le cap, l'amélioration du niveau d'énergie passe généralement par une remise en cause des habitudes.

Quels sont les symptômes de la fatigue ?

Les symptômes d'une fatigue générale (asthénie) sont parfois très discrets. Même en ayant bien dormi, on se sent fatigué au réveil et on éprouve de la peine à sortir du lit. Une activité habituellement facile à accomplir se transforme soudain en corvée.

Qu'appelle-t-on syndrome de fatigue chronique ?

Le syndrome de fatigue chronique est une affection dont les causes restent mystérieuses. Il est probable qu'il ne s'agit pas d'une maladie unique mais d'un ensemble de troubles de santé se traduisant par des symptômes similaires : fatigue importante et durable, accompagnée de douleurs des articulations et des muscles. Ces symptômes douloureux la différencient des autres formes de fatigue chronique (définie comme une fatigue qui dure plus de six mois). Le syndrome de fatigue chronique touche surtout les femmes jeunes (moins de 40 ans). Il survient parfois après une maladie virale (par exemple la mononucléose) ou un choc psychologique. Il n'existe pas de traitement spécifique de ce syndrome.

Quelles sont les causes de la fatigue ?

Les causes de ce type de fatigue sont diverses : une maladie épuisante (forte grippe, arthrose, cancer, etc.).

Une affection silencieuse (anémie ou maladie de la thyroïde, par exemple) ;

Le manque de sommeil dû à des insomnies ; Un état dépressif ; la fatigue et le manque de motivation sont des symptômes courants de la dépression ;

Le stress et le surmenage au travail ou des activités de loisirs trop intenses ;

Une alimentation déséquilibrée ou insuffisante (hors d'un régime par exemple), ou une mauvaise hydratation de l'organisme, lorsque la personne ne boit pas assez.

Chez la femme enceinte, la fatigue est un problème assez fréquent, au tout début de la grossesse (du fait des changements hormonaux) et au cours du troisième trimestre (quand l'utérus devient lourd).

L'apnée du sommeil, une éventuelle cause de fatigue

L'apnée du sommeil est un problème physiologique qui perturbe les nuits et qui peut être la cause de troubles du sommeil. Elle est relativement répandue, puisqu'elle touche à 4 % de la population française. Au cours de la nuit, à certains moments, le dormeur bloque sa respiration. Ces arrêts répétés ne durent en général que quelques secondes, mais entraînent une baisse d'oxygénation du sang. Le cœur travaille donc normalement pour essayer de mobiliser toutes les réserves en oxygène. En conséquence, le dormeur se réveille souvent fatigué le matin et, la plupart du temps, n'a aucune conscience de ce qui s'est passé.

Quelles sont les complications éventuelles de la fatigue ?

Une fatigue généralisée est parfois le signe



d'une maladie sous-jacente dont il ne faut pas retarder le diagnostic. Il s'agit donc de prendre au sérieux et de traiter à temps un état d'asthénie prolongé.

Dans certains cas, la fatigue peut conduire à l'épuisement.

Que faire en cas de fatigue ?

Recherchez les causes de l'état de fatigue en prenant le temps, dans le calme, de vous poser des questions sur votre mode de vie en général, votre travail, votre vie familiale et sociale, vos loisirs, vos abus ou vos managements.

Essayez de changer certaines de vos habitudes de vie. Dormez suffisamment. Ne tardez pas à vous coucher et obéissez aux signaux envoyés par votre organisme : bâillements, perte d'attention, etc.

Pratiquer une activité physique régulière

Pratiquez vos loisirs sans excès, afin de trouver un bon équilibre entre activité professionnelle et détente.

Adoptez une alimentation équilibrée riche en fruits, en légumes et en céréales. Buvez au moins un litre et demi d'eau par jour.

Limitez votre consommation d'alcool et essayez d'arrêter de fumer.

Que fait le médecin en cas de fatigue ?

Au moyen d'un entretien et d'un examen approfondi, il détermine si la fatigue peut être due à une maladie. Dans ce cas, il lui fait, la plupart du temps, faire pratiquer des examens complémentaires. S'il ne décele aucune cause pathologique, il peut donner des conseils pour

surmonter cet épisode de fatigue. Cela peut être, par exemple, une consultation chez un spécialiste.

Quels compléments alimentaires contre la fatigue ?

Les compléments alimentaires proposés contre la fatigue sont essentiellement des substances excitantes ou adaptogènes.

La caféine contre la fatigue

Les effets excitants de la caféine ne sont plus à démontrer et justifient son utilisation contre la fatigue bien qu'elle n'en traite pas les causes.

La vitamine C (acide ascorbique) contre la fatigue

En 2012, les autorités sanitaires européennes ont reconnu aux compléments alimentaires contenant de la vitamine C le droit de prétendre contribuer à la réduction de la fatigue, si et seulement si ces produits contiennent au moins 25 mg de vitamine C (acide ascorbique) pour 100 g, 100 ml ou par emballage si le produit ne contient qu'un portion. Néanmoins, ces produits ne peuvent pas prétendre être nécessaires au maintien de la vitalité.

Les fruits de l'acérola contiennent plus de 4 % de leur poids en vitamine C et ceux de l'églantier, le cynorhodon, 7 %. Ces plantes sont souvent utilisées comme sources de vitamine C dans les compléments alimentaires.

Le fer contre la fatigue

L'insuffisance d'apport en fer peut provo-

quer une anémie dont les symptômes sont notamment la fatigue et la diminution des performances intellectuelles. En 2012, les autorités sanitaires européennes ont reconnu aux compléments alimentaires contenant du fer le droit de prétendre contribuer à la réduction de la fatigue.

Toutefois, les compléments en fer doivent être réservés aux personnes dont la carence a été clairement identifiée par un médecin et pour lesquelles ce type de complément a été prescrit.

Quelles plantes pour soulager la fatigue passagère ?

Certaines plantes proposées contre la fatigue sont des plantes dites « adaptogènes » (ginseng, éléuthérocoque, rhodiola), c'est-à-dire qui aideraient l'organisme à répondre aux agressions et aux déséquilibres dont il est l'objet. D'autres contiennent des substances excitantes, en particulier la caféine. On peut les trouver sous forme de médicaments ou d'extraits.

Le ginseng pour soulager la fatigue passagère

Le ginseng est considéré comme un tonique général, utilisé en cas de fatigue intellectuelle ou physique (asthénie), ou encore lors de convalescence. Sa racine s'utilise en poudre après séchage, ou en décoction lorsqu'elle est entière.

Les études cliniques mesurant l'effet du ginseng sur la fatigue sont nombreuses, mais souffrent de lacunes méthodologiques. Néanmoins, ses propriétés tonifiantes semblent établies.

Comment dire non au coup de fatigue de l'hiver ?

Vanné, épuisé... Il est temps de réagir ! Pas question de laisser s'installer la fatigue en cette période de grand froid. Découvrez notre programme sur mesure pour vitamminer votre hiver.

Réveille l'énergie qui sommeille en vous

Environ 40 % des Français se sentent fatigués, et ce symptôme représente l'un des principaux motifs de consultation, notamment aux changements de saison. Froid, manque de lumière, infections... la fin de l'hiver est une période critique où notre système immunitaire et notre moral sont attaqués.

Les solutions ? Une bonne hygiène de vie et une alimentation adaptée.

Bien manger est fondamental quand on veut garder son tonus. Quelle soit psychique, réactionnelle (conséquence d'un surcroît de travail) ou somatique (après une infection), la fatigue doit toujours être prise au sérieux. Pour la prévenir et la traiter, nos spécialistes vous indiquent les erreurs à éviter et des petits trucs, assortis de menus toniques. Des mesures simples pour que la diététique reste au service de l'énergie.

Nos spécialistes : le Dr Serge Rafal, nutritionniste, médecin du sport et spécialiste des médecines douces ; le Dr Alain Delabos, nutritionniste, spécialiste de la chrononutrition, et le Pr Jean-Robert Rapin, professeur de pharmacologie à la faculté de Dijon.

Dopez vos défenses naturelles

Que vous soyez débordée, surmenée ou convalescente, vos défenses naturelles sont mises à mal.

Pour les renforcer, sélectionnez les bons aliments et profitez des traitements doux à base de plantes.

Si par hasard un membre de votre entourage tombe malade, les



huiles essentielles sont utiles pour effectuer une prévention "rapprochée" et vous éviter de tomber malade à votre tour. Le conseil aromathérapie : prenez 1 goutte de Ravintsara avec une goutte de Mealeuca alternifolia dans une cuillère à café de miel, 4 fois par jour pendant une semaine.

Votre panier anti-surmenage

Problèmes familiaux, difficultés professionnelles... les petits soucis quotidiens accumulés font les grosses fatigues si l'on se laisse envahir par le stress ou l'anxiété. Pour y faire face, il faut veiller à préserver son équilibre nerveux. Côté nutriments, c'est le rôle des vitamines du groupe B et du ma-

gnésium, champion de la lutte anti-stress.

Une cure de vitamines B : la vitamine B1 a besoin de ce dernier pour réguler l'utilisation du glucose nécessaire au fonctionnement de notre système nerveux. La B6, utile pour renforcer nos défenses immunitaires, participe à la synthèse de la sérotonine, l'hormone de la bonne humeur. La B9, ou acide folique, est nécessaire à la production d'adrénaline et de dopamine, deux hormones indispensables au fonctionnement du cerveau. Enfin, la B12 renforce l'immunité, optimise les fonctions de mémorisation et a une action stimulante. Dans votre panier anti-surmenage, pensez à mettre : des céréales complètes ; porc, poulet (B1) ; abats, viande de boeuf (B6

et B12) ; levure de bière, germes de blé, épinards (B1, B9) ; chocolat et fruits secs (magnésium).

Le + phyto

Fortifiant, dynamisant, antidépresseur et revitalisant, le ginseng est une plante chinoise millénaire utilisée en phytothérapie pour combattre le stress et le manque d'entraînement (2 gélules deux fois par jour pendant dix jours).

Le + homéo

Surmenée nerveusement ? Vous pouvez vous aider de Phosphoricum acidum 9 CH, à base d'acide phosphorique (3 granules par jour). Vous êtes à bout ? Préférez Ignatia amara 9 CH (même posologie).

Les autres plantes pour soulager la fatigue passagère

Les autres plantes adaptogènes comme la Rhodiola (ou orpin rose, Rhodiola rosea) ou le schizandra (Schizandra chinensis) sont traditionnellement utilisées pour lutter contre la fatigue. Le gingembre est également considéré comme un tonique général en médecine traditionnelle asiatique. Les plantes réputées riches en vitamine C sont aussi proposées : fruits de l'acérola et de l'églantier (cydonhodon). Les cures de tisane d'anis vert, d'avoine, de feuilles d'ortie dioïque, de petite centaurée, de romarin ou de vigne rouge ont fait partie de l'arsenal utilisé traditionnellement contre la fatigue.

Existe-t-il des risques à soulager la fatigue passagère avec des plantes ?

Une fatigue qui persiste malgré un sommeil de bonne qualité doit conduire à prendre un avis médical. Les personnes qui prennent des traitements anticoagulants ou qui vont subir une intervention chirurgicale doivent s'abstenir de consommer du ginseng. L'eufleurboque est déconseillé aux personnes souffrant d'hypertension artérielle, d'insomnie, de troubles nerveux, de diabète, d'obésité ou de maladies cardiaques.

La caféine provoque de nombreux effets indésirables : nervosité, agitation, anxiété, insomnie, irritation de l'estomac, par exemple. Les plantes qui en contiennent sont déconseillées aux personnes souffrant de maladie cardiaque, d'anxiété, d'ulcères gastriques ou d'hypertension artérielle.

Comment soulager les états de fatigue passagers ?

On trouve en pharmacie de nombreux médicaments contre la fatigue (antiasthéniques). Ils contiennent des acides aminés, des éléments minéraux (phosphore, calcium, magnésium, etc.), des associations de vitamines en quantité équilibrée et des substances stimulantes (déanol, vitamine C) ainsi que des reconstituants et des fortifiants. Mais leur intérêt par rapport à une bonne hygiène de vie n'est pas bien défini et ils ne les remplacent en aucun cas ! Ils ne doivent pas être utilisés de façon prolongée. La durée du traitement est généralement limitée à un mois. Il existe également des médicaments de phytothérapie contenant des extraits de plantes riches en caféine, telles que le catéïer, le kola, le guarana, le maté ou le thé vert, ainsi que des extraits de ginseng. Le ginseng est traditionnellement utilisé en médecine chinoise pour lutter contre le stress et la fatigue. Par ailleurs, les oligoéléments sont également utilisés comme modificateurs de terrain en cas de fatigue passagère.

en ligne

ARRÊT DU TABAC : TÉLÉPHONE ET INTERNET SONT LES MEILLEURS ALLIÉS

Une étude américaine met l'accent sur l'importance de combiner l'aide par téléphone et les programmes sur internet pour arrêter de fumer. Le support constant serait le meilleur moyen de résister face aux situations qui déclenchent l'envie de fumer.

Afin d'aider les fumeurs qui souhaitent arrêter la cigarette, de nombreuses lignes téléphoniques et sites internet ont vu le jour. Mais avez-vous pensé à cumuler ces outils ? Car selon une étude des centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), cette méthode, utilisée en complément des substituts nicotiques, serait la plus efficace. L'étude, publiée par la revue des CDC, prend en compte les données de 7 901 fumeurs qui ont utilisé leur téléphone et/ou un programme gratuit disponible sur internet pour arrêter le tabac. Les



chercheurs, rapporte le site Medical Daily, ont découvert que des personnes ayant profité des deux

aides simultanément avaient beaucoup plus de chances de quitter la cigarette après 30 jours.

Un support constant

Chaque fumeur est sujet à des déclencheurs qui risquent de le faire craquer, tels que le stress, l'alcool, la conduite, la fin d'un repas ou encore, le fait de voir une autre personne fumer. Mieux connaître ces situations à risque et avoir recours à des stratagèmes comme faire une promenade ou boire un verre d'eau, permet de garder le contrôle sur la cigarette. C'est la raison pour laquelle le site internet et le téléphone sont des alliés de taille : ils permettent d'avoir une aide et un support constants.

Les chercheurs précisent que des études supplémentaires, à plus grande échelle, seront nécessaires pour confirmer ces résultats.

BURKINA FASO

Le Burkina Faso veut réformer son système sécuritaire

Le Burkina Faso veut réformer son secteur sécuritaire en organisant un forum national prévu fin octobre dans la capitale Ouagadougou, a annoncé hier le ministre de la Sécurité Simon Compaoré.

«Notre pays est confronté à de nouveaux défis sécuritaires liés au contexte sous-régional marqué par la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent», ainsi qu'à (...) l'intolérance, à la récurrence des attaques à mains armées et à la criminalité urbaine qui génèrent un sentiment général d'inquiétude», a souligné le ministre.

L'Etat burkinabè va «entamer une réforme profonde qui permettra de garantir la paix et la sécurité nécessaire au développement économique et social» du pays, a-t-il affirmé.

«Une réflexion doit se mener dans le cadre d'un forum national sur la sécurité» du 24 au 26 octobre à Ouagadougou, a-t-il annoncé, précisant que ce forum réunira plus de 520 personnes issues de différentes couches socioprofessionnelles ainsi que d'experts étrangers.

Selon le ministre, «l'objectif de ce forum est de faire un diagnostic complet de la situation de la sécurité» en vue d'élaborer «une politique de sécurité nationale et des plans d'actions», de renforcer les institutions sécuritaires et de constituer «des forces de sécurité compétentes et professionnalisées».

Pour impliquer l'ensemble des compétences nationales, des forums se tiendront d'abord dans les 13 régions du pays et les résultats de ces travaux seront communiqués et examinés lors du forum national, a souligné le ministre.

Pays sahélien d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est entré depuis avril 2015 dans un cycle d'enlèvements et d'attaques terroristes, en particulier dans le nord du pays.

CAMEROUN :

Des troubles font 14 morts dans les régions anglophones

La vague de violences qui a secoué Bamenda dans la région Nord-Ouest du Cameroun s'est calmée lundi dans cette partie anglophone du pays, après une menace de sécession qui a fait au moins dix morts, a-t-on indiqué de source officielle, alors qu'on recensait au moins quatre morts dans le Sud-Ouest, l'autre région anglophone de ce pays d'Afrique centrale.

Selon le gouverneur du Nord-Ouest, Adolphe Lélé Lafrique Deben Tchoffo, six manifestants ont été tués dans des heurts avec les forces de sécurité dans diverses localités, principalement à Ndu, Oku et Ngoketunja, après la violation d'une interdiction de manifester décrétée pour empêcher la concrétisation d'un projet de sécession dans cette partie du pays.

A ce bilan s'ajoute la mort de quatre prisonniers après l'intervention des forces de sécurité pour mettre un terme à un incendie provoqué dans la prison de Kumbo, dans la même région, une opération au cours de laquelle quatre autres détenus ont aussi été blessés, a en outre annoncé le gouverneur à la presse lundi à Bamenda.

Les autorités ont pris depuis vendredi une série de mesures comprenant notamment un couvre-feu de 21h à 6h (20h à 5h GMT), la restriction des déplacements et l'interdiction de manifester dans la journée pour contrer les velléités sécessionnistes des militants du Southern Cameroons National Council (SCNC), une organisation interdite.

Passant outre ces mesures qui devaient prendre fin lundi minuit, des groupes de manifestants sont descendus dimanche dans les rues pour défier les forces de sécurité mises en état d'alerte maximale et ont provoqué des heurts violents à Bamenda et dans d'autres localités de la région en ce jour choisi pour l'annonce de la création d'un «Etat de l'Ambazonie», qui n'a pu se concrétiser.

Dans cette autre région anglophone, l'ampleur de la crise s'est révélée plus grande dans la ville de Buea, son chef-lieu, où des groupes de manifestants ont incendié un véhicule de gendarmerie et tenté de prendre possession de la résidence du gouverneur.

Jusqu'à lundi, aucun bilan officiel de ces violences n'a été fourni. Mais, d'après les images diffusées par la chaîne gouvernementale CRTV, un calme apparent régnait au cours de la journée dans les deux régions, où l'activité tournait cependant au ralenti et les déplacements semblaient limités.

Ces territoires sont plongés dans la crise depuis une double grève organisée par des avocats et des syndicats d'enseignants en novembre 2016 pour des revendications corporatistes, avant de céder la place à des manifestations de résistance prônant la partition du pays et dénonçant l'emprise de la majorité francophone. Les autorités ont dénoncé cette action, la qualifiant d'atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Décolonisation : le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination réaffirmé à l'ONU

Les représentants de plusieurs Etats membres de l'ONU et des organisations régionales de l'Amérique Latine et des Caraïbes ont réaffirmé lundi à New York le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant l'ONU à accélérer le processus de décolonisation du Sahara occidental.

S'exprimant à l'ouverture du débat général de la Quatrième commission chargée des politiques spéciales et de la décolonisation, le représentant de la Namibie, Neville Getze, a estimé que l'adhésion du Maroc à l'Union africaine (UA) devrait aider à trouver une solution au conflit, appelant ce pays à mettre en œuvre l'accord permettant la tenue, en 2018, d'un référendum sur l'indépendance du Sahara occidental.

«En tant qu'ancienne colonie d'Afrique du Sud qui a fait l'expérience réussie d'un référendum sur son indépendance encadrée par l'ONU, nous avons du mal à comprendre comment un pays africain pourrait aujourd'hui refuser de mettre en œuvre une résolution des Nations Unies qu'il a approuvée par le passé», s'est-il interrogé.

L'Afrique sera bénéficiaire de cette décision aussi bien au plan économique que sociopolitique, a-t-il ajouté.

La représentante de Belize, Mme Lois Michelle Young, a dénoncé pour sa part le «traitement palliatif» accordé par l'ONU à la question du Sahara occidental, soulignant qu'un référendum avait été promis il y a 25 ans au peuple sahraoui, en échange d'un cessez-le-feu.

Mme Young a rappelé que 50% des Etats membres de l'ONU avaient obtenu leur indépendance



grâce à la lutte de leurs peuples et l'appui de l'ONU, y compris le Belize qui a acquis son indépendance le 21 septembre 1981.

Cependant, la tâche de la décolonisation n'est pas achevée, a-t-elle constaté.

Le représentant du Salvador, Hector Enrique Calderon, qui a pris la parole au nom de la communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes (Celac) a affirmé qu'il était impossible de passer sous silence les 17 territoires qui restent à ce jour non autonomes.

Ils sont la preuve, selon lui, que le travail de l'ONU sur le plan de la décolonisation n'est pas encore achevé.

La Celac a réitéré son appel à rendre la décolonisation de ces territoires effective le plus rapidement possible.

«Nous continuons à appuyer avec énergie les ef-

forts du secrétaire général et de son envoyé personnel Horst Kohler pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable permettant l'autodétermination du peuple sahraoui conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514», a-t-il déclaré.

La question du Sahara occidental a été au centre de ce débat général qui a constitué l'occasion pour une grande majorité de délégations de rappeler le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

L'Uruguay qui s'est exprimé au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), a rappelé que la question de la décolonisation constitue une priorité pour les Etats membres de l'Unasur, qui considère que le colonialisme viole les principes

fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

Son représentant, Elbio Rosselli, a estimé que le non-exercice du droit à l'autodétermination de la part des peuples soumis à la domination étrangère est un obstacle au respect universel des droits humains et des libertés fondamentales.

Evitant la question du Sahara occidental, il a insisté sur le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple sahraoui, ajoutant qu'il est important que le dialogue entre le Front Polisario et le Maroc reprenne très rapidement afin de parvenir à une solution prévoyant l'autodétermination du Sahara occidental, conformément aux résolutions des Nations Unies.

Le Venezuela a, de son côté, invité la communauté internationale à «agir d'urgence» pour résoudre la situation des 17 territoires non autonomes qui figurent encore sur la liste des Nations Unies, et garantir que les peuples desdits territoires aient accès aux outils leur permettant de manifester librement leur volonté à l'indépendance.

Appelant à accélérer le processus de décolonisation, le représentant du Venezuela, Douglas Nicomedes Arcia Vivas, a réitéré sa «profonde solidarité et son engagement en faveur de l'indépendance du peuple du Sahara occidental».

ONU :

Le Conseil de sécurité au Sahel du 19 au 23 octobre

Le Conseil de sécurité se rendra «du 19 au 23 octobre en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso» au moment où la force G5 Sahel, toujours en quête d'un financement adéquat, commencera ses opérations, a annoncé lundi l'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre.

La France assure en octobre la présidence tournante du Conseil de sécurité et compte faire de la lutte contre le terrorisme au Sahel l'une de ses priorités. Elle est présente dans la zone sahélo-saharienne avec 4.000 hommes dotés d'avions de combat, de drones, d'hélicoptères et de blindés (opération anti terroriste Barkhane), et a poussé à la création début juillet d'une force militaire commune à cinq pays du Sahel: Mauritanie, Tchad, Mali, Niger et Burkina Faso.

«La force conjointe G5 Sahel est l'outil approprié pour compléter la mission Minusma» de l'ONU au Mali, a jugé François Delattre en présentant le programme du Conseil de sé-

curité pour ce mois. Son objectif «est de mener de premières opérations courant octobre», a-t-il précisé.

A terme, la force G5 Sahel doit comprendre 5.000 hommes et aura à la différence des Casques bleus de la Minusma la possibilité de s'affranchir des frontières lors d'opérations anti terroristes.

Concernant le financement de cette opération, l'Union européenne a promis 50 millions d'euros, auxquels doivent s'ajouter 50 millions de contributions des Etats membres de la force. Sur un an, le coût de son fonctionnement a été estimé à 423 millions mais ce chiffre est en train d'être fortement revu à la baisse, selon des diplomates.

La force G5 a été adoucie par le Conseil de sécurité mais sans ouvrir la possibilité d'une aide internationale à son financement, ce qu'espère obtenir à terme et à force de persuasion la France, notamment auprès des Américains.

«Cette menace terroriste nous

concerne tous», a insisté lundi l'ambassadeur français. Il a reconnu des «tensions initiales» mais estimé que «des progrès avaient été faits» sur une meilleure compréhension de la complémentarité entre la force G5 Sahel et la Minusma au Mali.

«La Minusma peut apporter un soutien opérationnel et logistique à la force G5 Sahel», a estimé l'ambassadeur français. Ce concours permettra à la fois de réduire les coûts de la nouvelle force et de faire contribuer les membres de l'ONU à son financement.

Parmi les 15 membres du Conseil de sécurité, les Etats-Unis ne devraient pas être représentés lors du voyage au Sahel par leur ambassadrice, Nikki Haley. L'ambassadrice sera en octobre au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo s'enquerra des opérations de paix menées par l'ONU dans ces deux pays à la situation politique instable et en proie à des violences.

PALESTINE

Le gouvernement palestinien se réunit à Gaza, une première depuis trois ans

Le gouvernement palestinien s'est réuni dans la bande de Gaza hier, une première depuis 2014 censée matérialiser le retour de l'Autorité palestinienne internationalement reconnue aux commandes du territoire aux mains du Hamas, ont constaté des médias.

La tenue de ce conseil des ministres doit également illustrer l'avancée de la réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le mouvement Hamas après une décennie de rapports tendus.

Le Premier ministre palestinien, Rami Hamdallah, avait entamé lundi une visite à Gaza pour y rencontrer les responsables du mouvement Hamas pour engager de nouvelles discussions de réconciliation entre les deux mouvements palestiniens, Fatah et Hamas, et surmonter, par la même, dix ans de divisions politiques et de relations tendues entre les deux parties.

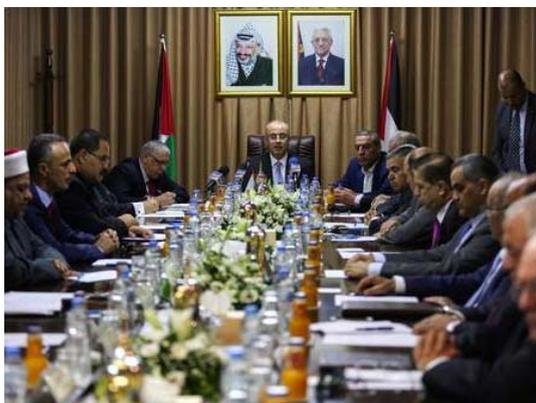
Le haut responsable palestinien était accompagné d'une dizaine de ministres et officiels, un pas significatif vers un transfert annoncé du pouvoir du mouvement Hamas à l'Etat de Palestine dont émane le gouvernement.

La visite de M. Hamdallah est censée matérialiser la réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas, a-t-on commenté.

En effet, après l'investiture d'Ismaïl Haniyeh (du Hamas) en tant que chef du gouvernement, des affrontements meurtriers avaient opposé quelques mois plus tard les partisans du Fatah et Hamas, rappelle-t-on.

Le 14 juin 2007, le président palestinien, Mahmoud Abbas, avait limogé le gouvernement d'Ismaïl Haniyeh, après une semaine de violences et proclamé l'état d'urgence dans la bande de Gaza, alors qu'en 2011, un accord prévoyant un gouvernement transitoire chargé d'organiser des élections et signé entre le Fatah et le Hamas. L'année suivante 2012, les deux mouvements signent un accord sur la libération des détenus.

La réconciliation entre



Palestiniens intervient au lendemain de la dissolution par le Hamas du comité administratif formé dans la bande de Gaza après une médiation égyptienne.

Ainsi, il a été lancé un appel à une unité des rangs sur la base d'une stratégie nationale unifiée qui implique toutes les factions et adopte une résistance comme une approche essentielle pour faire face à l'occupation israélienne.

L'ONU se félicite de la réconciliation interpalestinienne

L'envoyé spécial de l'ONU pour le Proche-Orient, Nickolay Mladenov, s'est félicité de la réconciliation interpalestinienne, saluant le rapprochement entre les deux principaux mouvements Fatah et Hamas qui s'est traduit par la visite du Premier ministre Rami Hamdallah à Gaza où a été entamée mardi une réunion du gouvernement d'entente nationale.

Cette visite, qui est censée concrétiser la réconciliation entre les factions palestiniennes, doit préparer le terrain à un transfert progressif de responsabilités -- au moins civiles-- du mouvement Hamas à l'Autorité palestinienne dirigée par le président Mahmoud Abbas.

M. Mladenov a évoqué dans une déclaration à la presse, à son arrivée lundi à Gaza en compagnie d'une délégation, une "volonté politique réelle" du Hamas et du Fatah, ainsi que la médiation égyptienne et la priorité accordée à des

mesures concrètes pour créer la confiance.. Il est venu à Gaza pour superviser et aider le gouvernement d'entente palestinien à entamer ses fonctions et tourner la page des divisions et la concrétisation de la réconciliation nationale inter-palestinienne.

Il a en outre appelé les gouvernements étrangers à soutenir financièrement le gouvernement de l'Autorité palestinienne à Gaza.

Le gouvernement palestinien s'est réuni dans la bande de Gaza mardi, une première depuis 2014 censée matérialiser le retour de l'Autorité palestinienne internationalement reconnue aux commandes du territoire qui était sous contrôle du Hamas, ont constaté des médias.

La tenue de ce conseil des ministres doit également illustrer l'avancée de la réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas après une décennie de divisions politiques et de rapports tendus entre les deux parties.

La réconciliation entre Palestiniens intervient au lendemain de la dissolution par le Hamas du comité administratif formé dans la bande de Gaza après une médiation égyptienne.

Ainsi, il a été lancé un appel à une unité des rangs sur la base d'une stratégie nationale unifiée qui implique toutes les factions et adopte une résistance comme une approche essentielle pour faire face à l'occupation israélienne.

QATAR-IRAN La situation régionale au cœur des entretiens entre l'émir du Qatar et le chef de la diplomatie iranienne

L'émir du Qatar Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani et le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif, se sont entretenus hier à Doha sur la situation qui prévaut dans la région, a indiqué une source officielle.

Cheikh Tamim et Javad Zarif ont passé en revue les "relations de coopération" entre le Qatar et l'Iran et ont échangé en particulier leurs positions sur "la situation dans la région, y compris les événements actuels", selon une déclaration officielle diffusée à Doha.

Une grave crise a éclaté le 5 juin dernier entre le Qatar, Etat du Golfe et quatre autres pays arabes. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte ont brusquement rompu leurs relations diplomatiques avec Doha en l'accusant de soutenir des organisations terroristes. Les quatre pays ont également imposé un embargo au Qatar qui a rejeté en bloc toutes les accusations.

Il s'agissait de la première visite de M. Zarif au Qatar depuis le début de la crise du Golfe il y a quatre mois, alors que les tensions restent vives entre Doha et ses voisins arabes du Golfe qui l'accusent notamment de se "rapprocher" de Téhéran.

Le 25 septembre, le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Mohamed ben Abderrahmane Al-Thani, avait déclaré que le "blocus" imposé à son pays par plusieurs Etats de la région le "poussait de facto vers l'Iran".

Fin août dernier, le Qatar avait annoncé le retour de son ambassadeur en Iran et le rétablissement de relations diplomatiques totales avec Téhéran.

BOMBONNES DE GAZ DÉCOUVERTES À PARIS: Un des interpellés fiché pour terrorisme

Une des cinq personnes interpellées après la découverte samedi de plusieurs bonbonnes de gaz équipées d'un dispositif de mise en feu dans le hall et à l'extérieur d'un immeuble de Paris était fichée pour radicalisation, a annoncé hier le ministre français de l'Intérieur Gérard Collomb.

"Parmi ceux qui ont été arrêtés, l'un était fiché au fichier FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste), ça veut dire radicalisé", a indiqué le ministre sur la radio France Inter.

Une enquête antiterroriste a été ouverte et cinq personnes se trouvaient en garde à vue dans la soirée lundi, selon une source proche de l'enquête citée par les médias.

C'est un résident qui a donné l'alerte après avoir découvert, dans la nuit de vendredi à samedi, vers 4h30 (2h30 GMT), deux des quatre bonbonnes dans le hall et à l'extérieur d'un immeuble situé dans le cossu XVIIe arrondissement de Paris, selon une source proche de l'enquête.

Des hydrocarbures avaient été dispersés autour des bonbonnes et un dispositif de mise à feu, confectionné avec un téléphone portable relié à des fils, a également été retrouvé sur place.

La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert une enquête de flagrance pour "association de malfaiteurs terroriste criminelle", "tentative de destruction par un moyen dangereux en relation avec une entreprise terroriste" et "tentatives d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste".

Il y a un peu plus d'un an, la découverte, en septembre 2016, de cinq bonbonnes pleines de gaz - sans dispositif de mise à feu - dans une voiture au coeur de Paris avait marqué les esprits: un projet d'attaque à la voiture piégée avait échoué mais les services antiterroristes avaient arrêté un commando de femmes terroristes, qui comptaient passer à l'action, une première en France.

La menace terroriste reste élevée en France, touchée depuis janvier 2015 par une série d'attentats terroristes.

APS

TURQUIE:

35 employés municipaux arrêtés à Istanbul pour liens présumés avec le putsch de 2016

Au moins 35 employés municipaux ont été arrêtés mardi à Istanbul pour liens supposés avec le putsch manqué de juillet 2016 et 77 autres sont recherchés, a rapporté l'agence de presse Anadolu.

Des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de 112 employés municipaux passés ou actuels, dont 35 au moins ont été arrêtés. Ils sont poursuivis pour liens présumés avec la mouvance de Fethullah Gülen, un prédateur accusé par Ankara d'avoir fomenté la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. Ils sont notamment soupçonnés



d'avoir utilisé l'application d'une messagerie cryptée, qu'Ankara considère comme l'outil de communication privilégié des putschistes, explique Anadolu.

M. Gülen, installé aux Etats-Unis, dément toute

implication dans la tentative de putsch menée par des militaires factieux.

Ces arrestations surviennent moins de deux semaines après la démission du maire d'Istanbul Kadir Topbas, après 13 années de mandat sous

les couleurs du parti au pouvoir, l'AKP.

Les autorités turques ont également émis mardi des mandats d'arrêt contre 116 employés préalablement limogés du ministère de l'Education nationale, 5 autres encore en poste, et 21 anciens employés du ministère de la Jeunesse et des Sports, également soupçonnés de liens avec le putsch manqué, selon l'agence.

Plus de 50.000 personnes ont été arrêtées et plus de 140.000 limogées ou suspendues dans le cadre des purges engagées après la tentative de coup d'Etat.

LE MINISTRE DE LA CULTURE, AZZEDINE MIHOUBI L'A AFFIRMÉ : « La loi relative à la protection du patrimoine culturel sera révisée »

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé lundi à Batna que la loi relative à la protection du patrimoine culturel sera, à l'avenir, révisée pour faire face à ce qu'il a qualifié de «terrorisme culturel».



Lors de sa visite au musée de la ville archéologique romaine de Timgad, le ministre a indiqué que la révision de la loi 98-04 «nous permettra d'introduire des peines sévères en matière de lutte contre la contrebande des vestiges».

«La protection des trésors culturels n'est pas du seul ressort du secteur de la culture, mais requiert la conjugaison des efforts de tous y compris les citoyens», a estimé le ministre qui a souligné que sa visite à ce musée, qui date des années 1930, vise à faire le point sur sa situation.

M. Mihoubi a appelé à réfléchir sur l'entretien des mosaïques, dont le nombre dépasse 80 au sein de ce musée et à envisager de les retirer des murs pour les placer sur des panneaux mobiles dans le cadre d'un projet futur.

Insistant sur l'importance de la mise en place de conditions de protection du musée et du site archéologique de Timgad, le ministre a indiqué que son département œuvre en collaboration directe avec l'UNESCO et relevé l'impérative valorisation de ce patrimoine sur les plans touristique et économique.

M. Mihoubi a invité le Centre national des recherches en archéologie à poursuivre les opérations de fouilles sur le site de Timgad, classé patrimoine

national en 1968 et patrimoine mondial en 1982, d'autant que celles-ci ont cessé depuis environ 60 ans.

Le ministre a reçu des explications sur le musée, fermé depuis un certain temps, ainsi que sur les vestiges qui y sont conservés dans la salle des mosaïques.

Il a également visité le site archéologique romain de Lambèse et ses deux musées ancien et nouveau, où des informations lui ont été données aussi sur le patrimoine de la cité et la récente fouille qui a permis l'exhumation en 2007 d'une mosaïque Phrixos et Hellé, considérée comme «exceptionnelle en son genre».

Le ministre a visité, par ailleurs, le site de la mosaïque de la tigresse, découvert la même année et a reçu des informations sur les conditions nécessaires pour la reprise des fouilles et l'entretien de la mosaïque trouvée sur ce site de 700 m2. Selon les responsables du site, c'est la première fois que le site de la mosaïque de la tigresse est montré à la presse à l'occasion de la visite du ministre, lequel a également assisté à la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année à l'université Batna-1 et devait également inaugurer la bibliothèque principale du pôle urbain Hamla 3.

PEINTURE L'artiste peintre Hasna Khadir dévoile ses premières œuvres à Alger

L'artiste peintre Hasna Khadir, autodidacte passionnée par le collage sur tissu, expose à la galerie Seen Art à Alger une trentaine de peintures inédites dans lesquelles elle évoque son vécu et la condition de la femme.

Intitulée «Ecllosion», cette première exposition de Hasna Khadir, livre au visiteur une partie de son vécu et son enfance, omniprésente dans ses œuvres, réalisées à l'acrylique sur toile notamment dans «Composition» et «Réverie».

De formats moyens et grands, les œuvres de Hasna convoquent l'enfance et font rejaillir des souvenirs de famille, représentés à travers des images abstraites aux traits foncés et tons chauds.

Le recours aux couleurs claires et chatoyantes comme le jaune et le rose suggèrent le ressenti et de cette artiste dont «l'épanouissement féminin occupe une place prépondérante dans ses œuvres», a expliqué la commissaire de l'exposition, Mme Tchikou Randa.

Dans d'autres toiles, Hasna Khadir opte pour le «patchwork» ou le collage sur tissu, autre technique basée sur la récupération et la composition de matériaux divers (tapis, tissus etc...) pour reconstruire une histoire et un souvenir d'enfance comme a illustré dans quatre de ses tableaux grand format représentant des femmes aux états d'âme diffèrents.

Le visiteur peut voir également cette peinture sur acrylique d'une tasse verte, légèrement inclinée, qui a pour titre «Je



ne veux pas de réalisme, je veux de la magie».

Native de Tlemcen en 1968, Hasna Khadir s'intéresse à la couture et au collage sur tissu avant que l'artiste peintre Karim Sergoua révèle son talent de peintre et l'encourage dans la voie du 3ème art, confie la commissaire de l'exposition.

L'exposition est visible jusqu'au 22 octobre prochain à la galerie Seen Art à Dély-Ibrahim.

APS

Publicité

CÔTE D'IVOIRE : Les artistes présents aux rencontres Africa 2017 soulignent l'importance de la culture pour le développement

«La culture a un rôle majeur à jouer dans le développement de l'Afrique», a plaidé lundi le chanteur A'Salfó, leader du groupe ivoirien Magic System, lors des rencontres économiques Africa 2017 à Abidjan. «L'artiste n'est pas seulement celui qui vous fait chanter ou danser, mais celui qui s'engage pour contribuer au développement», a estimé la star ivoirienne, appelant les investisseurs à s'engager davantage dans le secteur culturel et aux côtés des artistes.

«Les partenaires ne se bousculent pas, pourtant la culture est un levier de développement», a déclaré le chanteur de «Premier gaou» et «Magic in the air», citant l'exemple du développement phénomenal de l'industrie cinématographique au Nigeria, qui a créé de nombreux emplois.

A'Salfó intervenait lors de la deuxième édition des rencontres économiques franco-africaines Africa 2017, qui s'est ouverte lundi à Abidjan, avec l'objectif de relancer les échanges entre la France et l'Afrique dans le secteur privé. Quelque 3.600 entreprises africaines et 480 sociétés françaises participent à Africa 2017,

selon les derniers chiffres des organisateurs. Ces rencontres se déroulent sur cinq jours dans trois capitales africaines, Abidjan, Nairobi et Tunis.

«La demande est là» pour la culture en Afrique, a estimé le directeur général des cinémas Majestic en Côte d'Ivoire Jean-Marc Benjani.

Alors que le pays ne comptait plus une seule salle de cinéma, Majestic en a ouvert trois en trois ans et enregistré 175.000 entrées en 2016, a-t-il indiqué.

Pour Abel Kouame, réalisateur ivoirien de quatre films d'animation, s'engager dans la culture en Afrique est «une sorte de sacerdoce».

Mais «l'industrie culturelle ne peut pas fonctionner seulement sur la passion», a jugé Emmanuel Hoog, le PDG de l'Agence France Presse (partenaire d'Africa 2017).

Il a estimé qu'il était indispensable de rémunérer correctement les acteurs du secteur culturel comme de l'information et de réguler les marchés culturels bouleversés par la révolution numérique, au profit de quelques «grands intermédiaires mondiaux qui ont capté une grande partie des revenus».

FRANCE - ALGÉRIE L'historien Gilbert Meynier appelle à la réalisation d'un manuel d'histoire franco-algérien

L'historien Gilbert Meynier a appelé, dans son dernier essai de synthèse historique, à la réalisation par des chercheurs français et algériens d'un manuel d'histoire franco-algérien pour donner une histoire à deux voies conciliées.

«Peut-on émettre le vœu que, dans la sérénité, soit méditée la possibilité d'aboutir un jour à l'équivalent franco-algérien du manuel d'histoire franco-allemand qui a tenté de donner, au début du XIXe siècle, une histoire à deux voies conciliées surmontant un contentieux historique plus que séculaire», a écrit l'historien dans son dernier ouvrage «L'Algérie et la France : deux siècles d'histoire croisée» qui vient de sortir chez L'Harmattan.

Pour l'auteur, même si les chercheurs français et chercheurs algériens ne disent pas forcément la même chose et même si, dans leurs rangs respectifs, il y a des divergences, mais aussi des débats, «l'histoire commune franco-algérienne est si dense que toutes les tentatives d'échanges entre historiens libres doivent être encouragées», faisant remarquer que les historiens français, depuis la guerre de libération de l'Algérie, «ont considérablement évolué et il n'en reste guère plus aujourd'hui qui soient encore des thuriféraires de la colonisation».

Après son analyse sur «La tradition historiographique française coloniale», «Le système coloniale entre politique et primat des armes» et «Antécédents, l'évolution historique sur la longue durée», Gilbert Meynier forme le vœu que l'idée du manuel puisse connaître des développements «riches» pour aider à traiter «sereinement» de l'histoire d'un contentieux histo-



rique, à égalité entre Français et Algériens.

«Cela, autrement que par la célébration des «aspects positifs» de la présence française outremer, notamment en Afrique du Nord, ou l'invitation convenue à une «repentance», à notre sens ce terme à connotation religieuse, devrait prendre la forme politique d'une reconnaissance de l'Etat français de responsabilité des traumatismes subis par les Algériens du fait de la domination coloniale française».

L'historien affirme, dans ce sens, qu'il y eut en Algérie une «cruelle ambivalence de rapports avec des valeurs présentées comme universelles par le colonisateur (), mais bafouées par lui ou utilisées comme instruments de séduction, donc de pouvoir, et constamment truquées pour assurer la tuteur coloniale».

Il fait constater, en conclusion de son ouvrage de 94 pages très riches en références bibliogra-

phiques, dont une quarantaine de pages consacrées aux notes et glossaire, que ni les Algériens ni les Français «n'ont le monopole de l'histoire de l'Algérie», relevant qu'il existe nombre d'historiens d'autres pays dont leurs travaux sont «largement ignorés», tant des publics algérien que français.

Il veut pour exemple l'ouvrage de l'historien allemand Harmut Elsenhans sur la guerre de 1954-1962, publié en allemand en 1974 et traduit vers le français en 1999.

Cet essai de synthèse historique montre par ailleurs que, de 1830 à 1962, régna la loi des armes, jusqu'à la guerre d'indépendance qui fut en fine conclue par le politique, les Accords d'Evian, mettant en valeur qu'il y eut également un entrelacement algéro-français, le nationalisme algérien eut pour creuset originel les Algériens émigrés en France et, face au système colonial, le refuge dans l'islamo-arabité.

ALLEMAGNE : Une bombe de la 2e Guerre mondiale désamorcée, 10.000 personnes évacuées



Une bombe de 250 kg datant de la Deuxième guerre mondiale a été désamorcée dans la nuit de lundi à mardi dans un quartier de Berlin où quelque 10.000 personnes avaient dû être évacuées le temps du déminage, a annoncé la police.

«Nos collègues (...) ont fait sauter le détonateur et ont ainsi désamorcé la bombe (dans le quartier de) Schöneberg».

Les habitants peuvent à présent regagner leurs appartements», a twitté dans la nuit la police berlinoise.

Un périmètre de sécurité de 500 mètres de rayon avait été mis en place dans ce quartier du centre de Berlin où l'évacuation avait débuté lundi en fin d'après-midi.

La police avait estimé le nombre de personnes concernées par cette mesure d'évacuation à environ 10.000.

La circulation avait été interrompue sur plusieurs lignes de métro et de trains de banlieue et plusieurs rues avaient également été fermées.

L'ogive avait été retrouvée en milieu de journée lundi lors de travaux sur un chantier.

Ce type d'évacuation intervient régulièrement en Allemagne.

Début septembre, les services de déminage de Francfort (ouest) avaient désamorcé une énorme bombe britannique datant de la Deuxième guerre mondiale dotée d'une charge explosive de 1,4 tonne.

L'opération s'était déroulée sans incident, mais par mesure de précaution 65.000 habitants avaient été préalablement évacués pour ce qui fut la plus grande opération de ce type en Allemagne depuis 1945.

«Nuit Blanche 2017» à Paris en hommage aux victimes des massacres du 17 octobre 1961

Deux jeunes artistes français, Jeanne Gillard et Nicolas Rivet, appellent à participation à «Nuit Blanche 2017», un projet mémoriel organisé dans la nuit de samedi prochain, en hommage aux victimes algériennes des massacres du 17 octobre 1961.

Dans leur appel à participation à ce projet, les deux artistes, qui s'intéressent aux objets dans leur contexte géographique, politique et social, ont expliqué que ce projet souhaite rendre hommage «au courage et à la détermination des manifestant(e)s de la nuit du 17 octobre 1961 par un geste anonyme et silencieux le soir de la Nuit blanche», précisant que ce geste consiste à allumer les feux de son véhicule de transport (voiture, vélo, moto, scooter, etc.) et le laisser stationné durant la nuit, de 19h00 à 7h00, dans une rue du quartier de la Chapelle (18e arrondissement de



Paris). «Le 5 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, un couvre-feu est promulgué par le préfet de police de Paris Maurice Papon. La mesure touche ceux qui sont désignés comme «Français musulmans d'Algérie», rendant leur vie quotidienne intenable.

Le 17 octobre, ils sont des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, à braver le couvre-feu pour venir manifester pacifiquement dans la capitale», a rappelé le texte de l'appel, dont l'APS a obtenu une

copie, soulignant que «la police, chauffée par les exhortations à la fermeté du préfet de police, réagit avec une rare brutalité».

Il a ajouté que les autorités politiques, «après avoir planifié et exécuté le crime, ne s'estiment pas obligées d'en rendre compte», faisant observer que «ce crime d'Etat demeure de nos jours impuni».

«Il a frappé des citoyennes et des citoyens pacifiques qui réclamaient simplement leurs droits.

Il continue de nous

parler à travers les temps et les révoltes soudaines et imprévues des peuples que l'on croyait soumis», a-t-il conclu.

Pour ces deux artistes d'art plastique, si de nos jours, la terreur de la nuit du 17 octobre 1961 est citée dans de nombreuses études universitaires et a fait l'objet d'une «importante production de rapports et d'articles, la transmission de cette mémoire au sein de la population française demeure inachevée».

Durant la nuit de samedi, «Nuit Blanche» s'emparera de la ville de Paris autour du thème «Faire œuvre commune», selon la présentation de la mairie de Paris. Pour cette édition, l'objectif est de célébrer la création en collectif entre artistes ou citoyens qui souhaitent faire bouger les représentations et les perceptions, selon la même source.

BURKINA : Campagne de souscription pour la construction d'un mémorial pour honorer Thomas Sankara

Plusieurs milliers de personnes dont le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré et l'ancien président ghanéen John Rawlings, ont participé lundi après-midi à Ouagadougou au lancement officiel de la campagne des souscriptions populaires pour la construction d'un mémorial pour honorer la mémoire de Thomas Sankara mort dans un coup d'Etat il y a 30 ans.

Thomas Sankara, père de la révolution burkinabè, a été tué avec douze de ses compagnons en octobre 1987 dans un coup d'Etat qui avait porté son frère d'arme, Blaise Compaoré au pouvoir.

Le Comité international mémorial Thomas Sankara (CIM-TS), porteur de l'initiative, avait annoncé en juin dernier avoir constaté avec «amertume et regret» le «pillage et le sabotage» du Conseil de l'entente, lieu de l'assassinat de l'ancien président Thomas Sankara et ses camarades, le 15 octobre 1987, et dont la contre-expertise sur leurs supposés restes n'a révélé «aucun profil génétique».

«Des deux expertises réalisées, on retient que le corps qui est censé être celui du président Sankara ne présente pas de traces ADN susceptibles d'être identifiées», soulignait le comité, dans une déclaration qui précisait qu'un lever topographique du Conseil de l'entente réalisé en mars 2017 a permis de constater l'existence de plusieurs tombes non encore identifiées».

Pour cette raison les initiateurs ont émis le vœu d'ériger le mémorial sur les lieux du drame.

L'ancien président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, est visé par un mandat d'arrêt international, dans le cadre de ce dossier.

BALLON D'OR 2017 : La liste des 30 joueurs nominés dévoilée le 9 octobre

La liste des 30 joueurs nominés pour le Ballon d'Or 2017 sera dévoilée le 9 octobre, a annoncé lundi l'hebdomadaire *France Football*, fondateur de ce prix récompensant le meilleur joueur de l'année écoulée.

Le nom des 30 prétendants seront révélés tout au long de la journée sur l'ensemble des canaux du groupe L'Equipe (site internet de l'hebdomadaire et du quotidien L'Equipe, réseaux sociaux, et chaîne de télévision L'Equipe). Le Portugais Cristiano Ronaldo, déjà lauréat l'an dernier pour la quatrième fois de sa carrière, apparaît comme le grand favori à sa propre succession en étant l'un des principaux artisans de la victoire du Real Madrid en Ligue des champions pour la deuxième année d'affilée.

MONDIAL-2018 (QUALIF. - 5E JOURNÉE) CAMEROUN-ALGÉRIE : Hugo Broos : «Nous devons rempoter le match»



Le sélectionneur de l'équipe nationale du Cameroun, Hugo Broos, a indiqué lundi que son équipe fera le maximum pour battre l'Algérie samedi prochain à Yaoundé en match de la cinquième et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018 de football.

«Notre objectif sera de gagner le match. Nous devons gagner ce match. Même si on n'a plus rien à gagner en termes de qualification, on a beaucoup à perdre notamment au classement FIFA où nous ne devons pas perdre des points. De plus, nous ne devons pas terminer derniers de notre groupe à la fin. Ce ne sera pas acceptable. Nous devons sauver notre honneur» en tant que champions d'Afrique, a déclaré Broos en conférence de presse à Yaoundé.

Les Lions indomptables du Cameroun occupent la troisième place du groupe B avec 3 points devant l'Algérie (1 pt).

Le Nigeria trône en tête avec 10 points, devançant de trois longueurs la Zambie qu'il affrontera dans un match décisif à l'Uyo.

Interrogé sur la liste des 23 retenus pour la rencontre face à l'Algérie qui ne comprend aucun nouveau joueur notamment ceux évoluant dans le championnat local, l'ancien entraîneur de la JS Kabylie a estimé qu'il devait continuer à faire confiance au groupe ayant remporté la Coupe d'Afrique des nations-2017 (CAN).

«On a gagné la CAN et je pense que je dois continuer à faire confiance aux joueurs avec qui on a gagné la CAN. On va peut-être commencer à changer en regardant un peu plus les joueurs locaux. J'ai de bons rapports avec le coach Rigobert Song.

Je pense que pour les prochains mois, on va un peu plus se tourner vers les locaux qui préparent le CHAN (Championnat d'Afrique des nations des locaux, ndlr). S'ils ont les qualités, je les prendrai pour la prochaine sélection. Pour l'instant, tous les choix sont mes choix. Je le dis encore, c'est moi qui convoque tous mes joueurs. Personne d'autre», a-t-il souligné. La liste des Lions indomptables est marquée par le retour de l'attaquant de Marseille (France), Clinton Njite et l'absence d'Eric-Maxim Choupo Moting (Stoke City, Angleterre).

APS

MONDIAL-2018 (QUALIF. - 5E J.) CAMEROUN-ALGÉRIE: Ghoulam absent pour «maladie», la FAF veut envoyer un médecin à Naples pour l'ausculter

Le défenseur algérien Faouzi Ghoulam n'a pas rejoint lundi le stage de l'équipe nationale à Sidi-Moussa (Alger), en vue du match contre le Cameroun du 7 octobre à Yaoundé pour le compte de la 5e journée des éliminatoires du Mondial-2018, pour cause de «maladie», a indiqué hier la Fédération algérienne de football (FAF) qui songe à lui envoyer un médecin à Naples pour l'ausculter.



Le club de Ghoulam, «la SSC Napoli, a envoyé une correspondance à la Fédération algérienne de football pour l'informer que le joueur souffre d'une fièvre, d'une diarrhée et de vomissements et que son état de santé ne lui permet pas de voyager afin de venir faire constater sa maladie par le staff médical de la sélection nationale», a écrit la FAF sur son site internet.

«Etant dans l'impossibilité de vérifier les allégations de la SSC Napoli, la FAF ne peut que lui laisser le bénéfice du doute en souhaitant à Faouzi Ghou-

lam un prompt rétablissement», ajoute-t-on de même source.

Le défenseur international algérien, qui collectionne les bonnes prestations avec Naples, leader du championnat d'Italie de football, a pourtant joué dimanche presque la totalité du match de Serie A remporté à domicile contre Cagliari (3-0), ce qui a intrigué l'instance fédérale, la poussant à songer à dépêcher un de ses médecins dans la ville parthenopéenne pour ausculter Ghoulam.

«Cependant, et vu que le

joueur a joué la veille 87 minutes un match de Serie A, elle examine l'éventualité d'envoyer un médecin à Naples pour examiner le joueur, comme l'y autorise la réglementation», a fait savoir la FAF.

Pour rappel, Ghoulam, qui a brillé contre Cagliari, obtenant un 7/10 des quotidiens spécialisés la *Gazzetta dello Sport* et *Tuttosport* dans leur notation, aurait laissé entendre après la défaite face à la Zambie à Constantine (1-0) dans le cadre de la 4e journée des éliminatoires de la Coupe du monde, qu'il était prêt à quitter

le «Club Algérie» s'il était considéré parmi les problèmes des Verts. Outre Ghoulam, Yacine Brahimi sera aussi absent du déplacement à Yaoundé pour cause de blessure.

Mais à l'inverse du défenseur, le joueur du FC Porto s'est présenté lundi au Centre technique national de Sidi-Moussa pour faire constater sa blessure.

La rencontre Cameroun-Algérie ne revêt aucun enjeu, étant donné que les deux sélections sont éliminées de la course à la qualification au Mondial-2018 en Russie.

ÉTHIOPIE L'Ethiopie candidate pour accueillir le prochain Championnat d'Afrique des Nations

L'Ethiopie est candidate pour accueillir le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), ce qui serait le premier grand événement footballistique continental qu'elle accueillerait depuis 42 ans.

Cette nouvelle a été annoncée dans un communiqué publié lundi par la Confédération africaine de football (CAF) sur son site internet.

Le dernier grand événement footballistique continental organisé par l'Ethiopie

remonte à 1976, quand elle a accueilli la Coupe d'Afrique des nations (CAN), remportée par le Maroc.

Le CHAN est un tournoi réservé aux footballeurs qui effectuent leur carrière sportive exclusivement en ligue nationale, tandis que la CAN est ouverte aux footballeurs nationaux comme internationaux.

Le Kenya, pays voisin de l'Ethiopie, avait auparavant été choisi pour organiser l'édition 2018 du CHAN, mais la CAF a an-

nulé sa décision en évoquant des installations kenyanes inadéquates et une préparation insuffisante pour accueillir ce tournoi.

Deux autres pays africains, le Maroc et la Guinée équatoriale, ont également soumis des candidatures pour accueillir le CHAN 2018.

L'édition 2018 du CHAN doit avoir lieu du 12 janvier au 4 février 2018, et 16 pays africains devraient y participer.

COUPE DU MONDE 2018 (QUALIF. - 5E JOURNÉE) ALGÉRIE: Brahimi forfait contre le Cameroun (FAF)

L'international algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, a déclaré forfait pour le match contre le Cameroun, samedi à Yaoundé, pour le compte de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF).

Touché avec son club, Brahimi s'est présenté lundi au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) pour faire constater sa blessure.

Acheminé par le staff médical de la sélection nationale vers une structure médicale spécialisée, il a passé une IRM qui a révélé une lésion au mus-

cle ischio-jambier, ce qui le rend inapte pour le stage et le déplacement vers Yaoundé, précise la même source.

L'instance fédérale n'a pas précisé si le meneur de jeu algérien allait être remplacé par un autre joueur ou pas.

Le sélectionneur Lucas Alcaraz avait fait appel à 23 joueurs pour préparer la rencontre de samedi prochain contre les Lions indomptables avant le forfait de Brahimi. Le match entre les deux sélections est sans enjeu puisque l'Algérie et le Cameroun sont déjà éliminés de la course à la qualification en Coupe du Monde 2018.



JUDO / CHAMPIONNATS DU MONDE 2017 (VÉTÉRANS/MESSIEURS): L'Algérien Bounab éliminé au premier tour

Le judoka algérien Djamil Bounab a été éliminé lundi des Championnats du monde des vétérans (messieurs) actuellement en cours à Olbia (Sardaigne, Italie), après sa défaite au premier tour chez les moins de 81 kg contre le Français Christophe Manette.

Bounab a reçu une seconde chance aux repêchages, mais là encore, il a été éliminé dès son premier combat contre l'Italien Luca Spadin.

Hakim Denoun, dans la catégorie des moins de 100 kg, a été le premier à monter sur le tatami, et comme son compatriote, il a été éliminé dès son premier combat.

Exempté du premier tour, Denoun a effectué son entrée en lice directement au second tour, perdant contre le Brésilien Marcos Daud.

A l'instar de son compatriote, Denoun a reçu une seconde chance aux repêchages, mais là encore, il s'est fait éliminer dès le premier combat, contre Mirzo Abdulloev (Tadjikistan).

Un total de 841 judokas, représentant 51 pays participent à cet événement planétaire, organisé du 30 septembre au 3 octobre en Sardaigne, dans le sud de l'Italie.

L'Algérie et le Maroc sont les seuls représentants africains dans cette compétition, marquée par une participation record des Français et des Italiens qui ont engagé respectivement 172 et 142 judokas, rien que chez les messieurs.

TENNIS / TOURNOI ITF JUNIORS BATICHE-SAÏFI (TABLEAU FINAL-FILLES) Les Algériennes connaissent leurs adversaires

Les six joueuses de tennis algériennes engagées dans le tournoi international juniors Batiche-Saïfi à Sidi-Fredj (Alger) connaissent leurs adversaires au premier et deuxième tours du tableau final depuis lundi soir, à l'issue du tirage au sort effectué sur place par les organisateurs.

Les six Algériennes engagées sont Feriel Zitouni, Amina Arnaout, Bouchera Rehab Mebarki, Nesrine Troubia, Lynda Benkaddour et Houria Boukholda.

Troubia est la seule des six Algériennes à devoir passer par le premier tour, où elle sera opposée à la Hongroise Anastasia Petrova, alors que ses cinq compatriotes feront leur entrée en lice directement au deuxième tour, car ayant toutes été exemptées du premier.

Zitouni débitera contre la tête de série N.5, la Hongroise Tímea Vicsonai, au moment où Boukholda sera opposée à la Tunisienne Sarra Ata et Mebarki à l'Égyptienne Amira Badawi.

Arnaout sera également opposée à une Tunisienne, en l'occurrence Ferdaous Bahri, tandis que Benkaddour devra attendre la fin du premier tour pour connaître sa future adversaire, entre la Tchèque Patřicia Kubikova et la Tunisienne Mayssa Tebourbi.

Si Troubia arrive à passer le premier tour avec succès contre la Hongroise Anastasia Petrova, elle tombera sur un gros morceau dès le deuxième tour de ce tableau final, car appelée à défier la tête de série N.1, la Mauricienne Zara Lennon.

Outre ces six filles, la Fédération algérienne de tennis (FAT) a engagé 13 représentants chez les garçons, dont le jeune prodige Youcef Rihane, tête de série N.1.

Ce tournoi de grade 5, sur terre battue, est dédié à la mémoire de Batiche Saïfi, ancien joueur, entraîneur de l'équipe nationale et capitaine de Coupe Davis, décédé le 27 septembre 2014.

Les finales du tableau simple (garçons/filles) sont prévues samedi matin, alors que les finales du double auront lieu vendredi après-midi.

Le juge-arbitre international algérien Abderrahmane Chérifa dirige les deux tableaux (simple/double), alors qu'Hamza Khelassi a été désigné comme directeur de ce tournoi, organisé du 3 au 7 octobre à Sidi-Fredj.

APS

TISSEMSILT : Des actions pour promouvoir la pratique sportive de proximité

La ligue des sports pour tous et de proximité de la wilaya de Tissemsilt s'emploie actuellement à promouvoir des activités sportives de proximité chez les jeunes de la région.

Son directeur, Sayah Didouche, a indiqué qu'un programme a été élaboré dans ce sens comportant notamment des stages de sélection des meilleurs joueurs dans diverses disciplines comme le football, le handball, le basketball, le pétanque, le tennis de table et les sports traditionnels.

Ces stages de sélections s'effectueront au niveau des cités et des établissements juvéniles, en vue de représenter la wilaya dans des manifestations régionales, nationales et internationales, outre la création d'une section de la ligue au niveau de chaque commune en vue d'élargir la pratique sportive de proximité.

Ce programme s'étalant tout au long de cette saison 2017-2018 prévoit également l'organisation de tournois locaux à travers les 22 communes de la wilaya dans les différentes disciplines en ciblant des jeunes âgés entre 17 et 25 ans.

A cette occasion, la ligue a prévu un championnat de wilaya de football au niveau des stades de proximité couverts en gazon artificiel du chef lieu de wilaya.

Ces infrastructures connaissent une forte participation de jeunes adhérents aux établissements de jeunes et ceux résidant dans des quartiers populaires des communes, a précisé le même responsable.

Il est question également d'organiser une première super-coupe de wilaya de football en salle au niveau du complexe omnisports Chahid Alouet Tayeb de Tissemsilt. Cette compétition verra la participation de 90 joueurs des huit daïras de la wilaya.

Des tournois de sports in-



ter-quartiers sont aussi prévus cette année. Par ailleurs, la ligue œuvre à la création d'une section de sports de proximité au niveau des établissements de jeunes, de formation professionnelle et ceux relevant de l'éducation nationale.

Le but étant de former des entraîneurs, a signalé Sayah Didouche. Dans ce contexte, la ligue signera, durant la nouvelle saison, une convention de coopération avec la ligue de wilaya de football pour former des arbitres amateurs devant diriger des tournois de football inter-quartiers des communes de la wilaya.

Une ligue sur tous les fronts

Des mini-tournois de football, de handball et de basketball sont programmés dans les cités pour sensibiliser les jeunes sur les risques de la toxicomanie, du tabagisme

et des autres maux sociaux.

Ces actions seront menées avec le concours d'autre partenaires, dont la radio-locale et le commissariat de wilaya des scouts musulmans algériens SMA.

Plusieurs stages de wilaya seront tenus en faveur des animateurs de quartiers en disciplines liées aux sports de proximité.

Ce programme permet d'encourager les jeunes à pratiquer des sports de proximité, de détecter des jeunes talents et de promouvoir le sport de proximité dans la wilaya.

Les autres démarches de cette ligue vont dans le sens de la création, cette saison, d'une école de wilaya des sports de proximité, qui veillera à former des jeunes catégories dans plusieurs disciplines.

Cette ligue, créée en 1999, a initié jusqu'à présent plusieurs activités de sport de proximité dont le champion-

nat de wilaya du football en salle durant chaque ramadhan et qui est à sa 22ème édition.

Elle a également mis sur pied des tournois pour lutter contre les fléaux sociaux au niveau des quartiers populaires, des festivals sportifs non stop en football, basketball, handball, boulistique et sports traditionnels.

Sayah Didouche a annoncé que la ligue de wilaya des sports pour tous et de proximité a reçu une invitation pour la participation aux championnats de football en salle en Espagne et en Italie, prévus en décembre et janvier prochains.

La ligue annoncera au début de l'année 2018 son plan d'action au niveau de la wilaya et visant à attirer le plus grand nombre de jeunes vers plusieurs activités sportives.

Elle compte actuellement 4.000 adhérents pratiquant diverses disciplines sportives.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES LUTTES ASSOCIÉES: Collège technique national demain à Alger

La Fédération algérienne des luttes associées (FALA) tiendra son collège technique national pour le compte de l'année 2017, demain (9h00) au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales de Souidania (Alger), a appris l'APS auprès de l'instance fédérale.

Plusieurs thèmes seront à l'ordre du jour de ce collège technique national qui verra la participation de représentants des ligues à travers les différentes wilayas ainsi que l'ensemble des entraîneurs et techniciens en activité.

L'évaluation du bilan des équipes nationales pour l'année 2017 et la présentation du programme de la saison prochaine seront à l'ordre du jour.

La formation continue des juges arbitres, le règlement des compétitions et l'élaboration du programme des équipes nationales, seront également abordés à l'occasion du collège technique national de la FALA.

Près de 200 entraîneurs en stage à Alger

Quelque 200 entraîneurs de différents degrés effectueront à partir de

jeudi un stage de perfectionnement au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales de Souidania (Alger), a-t-on appris mardi après le départ de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA).

Ce stage de deux jours sera dirigé par deux experts étrangers, en l'occurrence le Roumain Dimitri Ruccu, également sélectionneur de l'équipe nationale masculine (seniors) et l'Ukrainien Vondymir Hrybkov. "Ce stage portera sur les aspects théoriques et pratiques des entraînements de haut niveau. Au chapitre de ce stage, figurent divers sujets, comme l'organisation de l'entraînement. La préparation physique intégrée du lutteur ainsi que les aspects psychologiques", a précisé à l'APS le Direc-



teur technique national (DTN) de la FALA, Arezki Aït-Hocine. Au terme des deux jours de ce recyclage, des attestations et diplômes seront remis aux entraîneurs par le président de la Fédération algérienne des luttes associées, Rabah Chebah et les représentants de la Direction des équipes nationales (DEN).

Ce regroupement entre dans le cadre de l'application du programme arrêté par la FALA pour la saison 2017-2018 en faveur des entraîneurs.

DOPAGE:

L'alcool retiré des produits interdits dans les sports automobiles

L'alcool ne sera plus considéré comme substance interdite par l'Agence mondiale antidopage (AMA) à compter du 1er janvier 2018, pour quatre fédérations internationales, dont la Fédération internationale de l'automobile (FIA), selon une liste publiée par l'agence basée à Montréal.

Jusqu'au 31 décembre 2017, l'alcool est interdit «en compétition seulement» pour les sportifs engagés dans quatre fédérations internationales: automobile (FIA), aéronautique (FAI), motonautique (UIM) et tir à l'arc (WA).

«Le seuil de violation est équivalent à une concentration sanguine d'alcool de 0,10 g/L», expliquait l'AMA, et les sportifs risquaient une suspension en cas de contrôle positif.

«Après un examen attentif et une consultation approfondie, l'alcool a été retiré de la liste des interdictions», a fait savoir l'AMA dans une note accompagnant sa liste des substances et méthodes interdites, qu'elle actualise chaque année en fonction de l'évolution de la recherche scientifique.

«Le but de ce changement n'est pas de compromettre l'intégrité ou la sécurité des sports où l'alcool est une préoccupation, mais plutôt d'appuyer la mise en œuvre de moyens différents d'imposer des interdictions de consommation d'alcool dans ces sports», a précisé l'AMA.

Les quatre fédérations internationales ont été prévenues afin de modifier leurs règles et de mettre en place des protocoles pour tester la consommation d'alcool et sanctionner adéquatement les athlètes qui ne respectent pas les règles de leur sport.

La fédération internationale de tir à l'arc, World Archery, a regretté cette décision, estimant «que les trois critères nécessaires sont réunis pour interdire cette substance en compétition». WA veut continuer à interdire l'alcool et «adoptera les mesures nécessaires lors de la réunion de son prochain Comité exécutif le 12 octobre».

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE BOXE : Les opposants au président Wu demandent l'intervention du CIO

Les opposants au président de la Fédération internationale de boxe (AIBA), qui n'ont pu en prendre le contrôle par voie judiciaire, demandent maintenant au président du Comité international olympique (CIO) Thomas Bach d'intervenir pour «protéger la stabilité financière» de leur instance.

Dans une lettre datée du 29 septembre 2017, les membres du comité exécutif de l'AIBA accusent leur président, le Taïwanais Ching-Kuo Wu, d'avoir «caché au comité exécutif et aux Fédérations nationales le fait que (la société d'audit) KPMG n'est pas satisfaite des comptes de l'AIBA et ne va pas les approuver».

«Nous craignons pour la stabilité financière de l'AIBA qui, selon nous, est au bord de la faillite ou de l'insolvabilité», répètent les opposants à Wu, par ailleurs membre de la Commission exécutive du CIO.

Ces opposants ont été déboutés la semaine dernière par un tribunal de Lausanne qui a jugé «non valide» le Comité exécutif intérimaire qu'ils avaient constitué dans le but de prendre le contrôle de l'AIBA.

Ces opposants, menés par l'Italien Franco Falcinelli, l'un des vice-présidents de l'AIBA et par le Canadien Pat Fiacco, demandent à Thomas Bach «d'autoriser le CIO à ouvrir immédiatement une enquête sur la situation financière de l'AIBA et à prendre des mesures pour empêcher le président Wu de dissimuler des actes comptables ou détruire des preuves».

Ils demandent aussi l'intervention du CIO pour que le Taïwanais accepte la tenue d'un congrès extraordinaire pour «permettre aux Fédérations nationales de se prononcer sur une motion de défiance envers le président Wu». En réponse, dans une lettre envoyée lundi au CIO, Ching-Kuo Wu présente ses «excuses pour le comportement inapproprié de certains membres de l'AIBA» et rappelle que les demandes des opposants ont été «par deux fois rejetées cette semaine» par un tribunal suisse.

«Les membres du comité exécutif qui s'opposent à moi comprennent que la situation financière de l'AIBA est saine mais continuent à véhiculer de fausses allégations», a ajouté Wu qui avait succédé en 2006 au Pakistanais Anwar Chowdhry à la tête d'une des plus anciennes fédérations olympiques.

APS

TENNIS / TOURNOI ITF JUNIORS BATICHE-SAÏFI (GARÇONS) : 13 Algériens dans le tableau final

Les treize tennismen algériens engagés dans le tournoi international juniors Batiche-Saïfi à Sidi-Fredj (Alger) connaissent leurs adversaires aux premier et deuxième tours du tableau final, à l'issue du tirage au sort effectué par les organisateurs.



Le jeune prodige Youcef Rihane, tête de série N.1, a été exempté du premier tour alors que ses 12 compatriotes devront en découdre dès mardi, pour espérer atteindre le deuxième tour, à commencer par Mathis Amier, qui sera opposé au Libyen Ahmed Ali Ghashut.

Yannis Benmansour sera opposé à la tête de série N.4, le Tunisien Mohamed Selim Benali et Mohamed Racym Rahim au Français Maxime Joris, alors que Yannis Zekri est appelé à défier le Tchèque Kristian Kubik.

De leur côté, Akram Azem et Moha-

med Anis Benamar Kerfah seront respectivement opposés aux Tunisiens Mohamed Anouar Braham et Yassine Debbeche.

Anis Tabar et Samir Hamza Reuguiff affronteront également des Tunisiens, respectivement Zakaria Ben Brahim et Skandar Ben Abdallah, tout comme leurs compatriotes Rafik Benguergoura, Khalil Adel Radjaâ et Mohamed Ali Abibsi, appelés à défier respectivement Aziz Helali, Chahine Oueslati et Yassine Chouaeb.

Le treizième et dernier Algérien engagé dans ce tournoi, Aymen Abder-

rahmane Ali Moussa croisera le fer avec le Français Imran Sibille, avec comme enjeu une qualification au deuxième tour.

Outre ces 13 garçons, la Fédération algérienne de tennis (FAT) a engagé six représentantes dans le tableau féminin, en l'occurrence Feriel Zitouni, Amina Arnaou, Bouchera Rehab Mebarki, Nesrine Troubia, Lynda Benkaddour et Houria Boukholda.

Ce tournoi de grade 5, sur terre battue, est dédié à la mémoire de Batiche Saïfi, ancien joueur, entraîneur de l'équipe nationale et capitaine de Coupe Davis, décédé le 27 septembre 2014.

Les finales du tableau simple (garçons/filles) sont prévues samedi matin, alors que les finales du double auront lieu vendredi après-midi.

Le juge-arbitre international algérien Abderrahmane Chérifa dirige les deux tableaux (simple/double), alors qu'Hamza Khelassi a été désigné comme directeur de ce tournoi.

JUDO / MONDIAUX-2017 (VÉTÉRANS) : Les derniers espoirs algériens reposent sur Benabbas, Kebaili et Ammour

La Fédération algérienne de judo a engagé trois autres judokas dans les championnats du monde des vétérans, actuellement en cours à Olbia (Sardaigne, Italie), après avoir déjà perdu Djamil Bounab (-81 kg) et Hakim Denoun (-100 kg), éliminés lundi dans la catégorie M4.

Il s'agit de Samir Benabbas et Ahmed Kebaili, res-

pectivement chez les moins de 81 kg et moins de 100 kg de la catégorie M2, ainsi qu'Houria Ammour, chez les moins de 57 kg de la catégorie F5.

Ils feront leur entrée en lice mardi. Bounab et Denoun avaient échoué dès leur entrée en lice dans cette compétition, organisée du 30 septembre au 3 octobre en Sardaigne, dans le sud de

l'Italie, en s'inclinant respectivement contre le Français Christophe Manette et le Brésilien Marcos Daud.

La chance n'a pas souri à ces deux judokas même aux repêchages, puisque là encore, ils ont perdu dès leur premier combat, respectivement contre Luca Spadin (Italie) et Mirzo Abdulloev (Tadjikistan).

Un total de 841 judokas,

représentant 51 pays, participent à cet événement planétaire.

L'Algérie et le Maroc sont les seuls représentants africains dans cette compétition, marquée par une participation record des Français et des Italiens qui ont engagé respectivement 172 et 142 judokas, rien que chez les messieurs.

AVIRON

Le Français Jean-Christophe Rolland réélu à la tête de la Fédération internationale d'aviron

Le Français Jean-Christophe Rolland, 49 ans, devenu récemment membre du Comité international olympique, a été réélu lundi à la tête de la Fédération internationale d'aviron, a annoncé la Fisa.

Médaillé d'or en 2000 aux JO de Sydney, Jean-Christophe Rolland avait ensuite entamé une carrière de diri-

geant sportif et avait succédé en 2013 au Suisse Denis Oswald à la présidence de la Fisa.

Seul candidat, il a été élu à l'unanimité pour un deuxième mandat lors du congrès de la Fisa qui se tenait à Sarasota (Floride), à l'issue des Mondiaux-2017.

M. Rolland est devenu membre du

CIO lors de la récente session de Lima, où il a rejoint dans l'assemblée olympique les deux autres Français Guy Drut, 66 ans, champion olympique du 110 m haies en 1976 à Montréal, et Tony Estanguet, 39 ans, triple champion olympique de canoë et coprésident du comité de candidature de Paris-2024.

BOXE:

Quatre candidats pour le poste de directeur technique national (DTN)

Quatre candidats sont en course pour le poste de directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de boxe (FAB), a appris hier l'APS auprès de l'instance fédérale.

«Nous avons transmis quatre dossiers pour le poste de DTN et nous sommes

dans l'attente de la réponse du ministère de la Jeunesse et des Sports qui sera connue incessamment, soit avant la tenue du collège technique national, prévu la prochaine semaine.», a indiqué à l'APS le président de la FAB, Abdeslam Draa. Il s'agit de Mourad Me-

ziane, ex-DTN de boxe, Khedim Djelloul, cadre de sport à la DJS de Relizane, Rabah Hamadache, ex-sélectionneur national de boxe et Mohamed Ayache, cadre de sport affecté à la FAB.

Une fois nommé, le nouveau directeur technique national devrait, par la suite,

procéder à la désignation des nouveaux staffs techniques nationaux de boxe, a-t-on ajouté.

Pour rappel, la sélection algérienne de boxe messieurs (seniors) est dirigée actuellement par Brahim Bedjaoui.

LINEKER S'ENFLAMME POUR RANIERI !

Champion d'Angleterre surprise avec Leicester en 2016, l'entraîneur Claudio Ranieri réalise de bons débuts avec le FC Nantes, 4e de Ligue 1 après huit journées. Séduit par les premiers pas du coach italien, le consultant Gary Lineker va jusqu'à se demander si celui-ci ne serait pas en mesure de refaire le coup réalisé avec les Foxes ! "Formidable de voir Ranieri réussir aussi bien à Nantes. Ne pourrait-il pas le faire à nouveau ?" a lancé l'Anglais sur Twitter. Bon, franchement, impossible d'envisager un tel dénouement cette saison avec un concurrent comme le Paris Saint-Germain mais Ranieri appréciera de constater que ses performances avec les Canaris sont relayées à l'étranger.



ANCELOTTI PRÉFÈRE SE TAIRE

Lâché par 5 cadres du vestiaire (voir l'article de lundi), l'entraîneur Carlo Ancelotti a été viré par le Bayern Munich la semaine dernière. Présent en Israël pour un événement caritatif, le technicien italien a joué la carte de l'apaisement. "Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, il vaut mieux se taire et réfléchir", a lancé l'ancien coach du Paris Saint-Germain d'après des propos rapportés par la presse italienne. Souhaitant se reposer pendant dix mois avant de trouver un nouveau banc, le Transalpin va avoir le temps de réfléchir

Özil, l'Inter peut tenter sa chance dès janvier !

En fin de contrat en juin, le milieu de terrain Mesut Özil pourrait être vendu cet hiver par Arsenal, annonce la presse anglaise ce mardi. Une aubaine pour l'Inter Milan qui lorgne l'Allemand avec insistance.

"Ils resteront au club et nous espérons pouvoir prolonger leur contrat. Vous savez, vous ne pouvez pas affaiblir le club et affaiblir l'équipe." Pendant le mercato estival, l'entraîneur d'Arsenal, Arsène Wenger, s'était montré catégorique au sujet du milieu de terrain Mesut Özil (28 ans), tous deux en fin de contrat en juin prochain. Si on semble se diriger vers un départ gratuit du Chilien, les Gunners avaient en revanche bon espoir de prolonger l'international allemand. Sauf que le média Bild assurait récemment que l'ancien Merengue n'a plus eu de nouvelles de son club depuis février dernier.



De Bruyne, Guardiola en est dingue

Auteur du but de la victoire lors du choc face à Chelsea (1-0) samedi en Premier League, le milieu offensif Kevin De Bruyne (26 ans, 7 matchs et 1 but en Premier League cette saison) affiche une forme resplendissante avec Manchester City en ce début de saison. Le Belge a même eu droit aux éloges de son manager, Pep Guardiola. "C'est un joueur qui peut tout faire. Il peut jouer dans différentes positions, jouer court, long... Et sans le ballon, c'est le mec le plus modeste et le plus timide que je connaisse. Si vous lui demandez de courir 100 kilomètres pour l'équipe, il le fera, a lancé le technicien catalan. Il n'est pas facile de trouver cela chez ce type de joueur. Il est l'un de nos capitaines, je pense qu'il a franchi un cap et les joueurs sont soulagés de l'avoir sur le terrain." Avec un De Bruyne à ce niveau, les Skyblues peuvent croire au sacre en championnat cette saison.

Arsenal reprend ses bonnes vieilles habitudes

Il faut dire que les deux parties se trouvent encore loin d'un terrain d'entente. D'après la presse anglaise, le club londonien propose un salaire de 311.000 euros maximum par semaine, là où son maestro attend au moins 396.000 euros hebdomadaires. Et comme les Gunners ne souffrent pas vraiment de l'absence du joueur, souvent blessé, à l'image des dernières semaines, l'idée de changer de stratégie à son sujet a fait son chemin dans la tête des dirigeants. Ce mardi, le Daily Mirror soutient que le club anglais aurait revu sa position et qu'il serait désormais tenté par une vente d'Özil en janvier en cas de belle offre. Cette alternative permettrait d'éviter un départ gratuit en fin de saison. Or, cela tombe bien, un prétendant s'intéresse vivement au natif de Gelsenkirchen : l'Inter Milan !

Plusieurs semaines sans Morata !

Blessé aux ischio-jambiers, l'attaquant de Chelsea Alvaro Morata (24 ans, 7 matchs et 6 buts en Premier League cette saison) a dû quitter ses coéquipiers dès la 35e minute de la rencontre face à Manchester City (0-1) samedi. Verdict, l'Espagnol pourrait être absent pendant 6 semaines, annonce le Daily Express. Si l'information est exacte, il s'agit d'un énorme coup dur pour les Blues, déjà relégués à 6 longueurs des deux équipes de Manchester en tête du championnat. Peut-être l'occasion pour l'ancien Marseillais Michy Batshuayi de se montrer.



Ibra doit faire preuve de patience

Remis de sa grave blessure au genou, Zlatan Ibrahimovic (36 ans) n'a toutefois toujours pas repris la compétition avec Manchester United. Mais pour le médecin qui l'a opéré, l'attaquant suédois doit se montrer patient afin d'éviter tout risque de rechute. "Il est très fort mais le football est toujours un sport de contact. En tant que docteur, bien sûr que j'ai envie de le voir revenir le plus doucement possible, mais seulement quand il sera complètement en forme. Il y a beaucoup de cas de joueurs qui sont revenus prématurément avec des mauvaises conséquences", a rappelé le docteur Freddie Fu Ho-keung dans la presse chinoise.

ALGÉRIE-VENEZUELA

Le Président vénézuélien effectue une escale technique à Alger

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, a effectué hier une escale technique à Alger. Le président vénézuélien, qui a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene, par le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah et des membres du gouvernement, effectue une tournée à l'étranger durant laquelle il se rendra en Russie, en Biélorussie et en Turquie.

ALGÉRIE - MAROC - RDP CORÉE

Louh s'entretient avec les ambassadeurs du Maroc et de la RDP de Corée sur la coopération judiciaire

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a reçu lundi les ambassadeurs de Maroc et de la République démocratique populaire de Corée avec lesquels il a examiné les voies et moyens de consolidation de la coopération bilatérale dans les domaines judiciaire et juridique, indique un communiqué du ministère.

La rencontre entre M. Louh et l'ambassadeur marocain, Lahcen Abdelkhalak, a porté sur les moyens de renforcer la coopération juridique et judiciaire entre les deux pays, précise le communiqué. Le ministre de la justice a évoqué, par ailleurs, avec l'ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée, Choe Hyok Chol, le renforcement de la coopération entre l'Algérie et la Corée dans les domaines juridiques et judiciaires, ajoute la même source.

ALGÉRIE - FRANCE

M. Kaouane évoque avec l'ambassadeur de France à Alger la coopération dans la formation des journalistes

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a reçu hier l'ambassadeur de France à Alger, Xavier Drienecourt, avec lequel il a évoqué la coopération dans le domaine de la formation des journalistes, aussi bien dans la presse écrite que dans les médias audiovisuels, ainsi que sur l'échange d'expériences dans le domaine médiatique entre les deux pays, a indiqué hier un communiqué du ministère.

"La nécessité de diversifier et d'adapter la formation en vue de préparer l'ensemble des médias, notamment la presse papier, à opérer la grande mutation qu'imposent les bouleversements de l'ère du numérique, est, entre autres thèmes, le sujet abordé par rapport auxquels il a été manifesté un intérêt particulier", a précisé la même source. Dans cette lancée et à la faveur de la richesse du champ de coopération dans le domaine médiatique et de la communication entre les deux pays, "il a été convenu de s'attacher au principe dynamique d'une coopération qui privilégie l'expression de besoins précis de la part des médias désireux de former leurs journalistes et leurs professionnels, de même qu'il a été convenu de veiller à la poursuite des formations dont le processus a déjà été lancé", a ajouté la même source.

FÊTE NATIONALE DE L'ALLEMAGNE

Le Président Bouteflika félicite le Président allemand Frank-Walter Steinmeier...

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de félicitations à son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, dans lequel il lui a réitéré sa volonté d'intensifier les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne.

"Il me plait au moment où la République fédérale d'Allemagne célèbre sa fête nationale, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos félicitations les plus chaleureuses et de vous exprimer mes meilleurs vœux de bonheur et de bien-être pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple allemand", écrit le chef de l'Etat dans son message.

"Je voudrais saisir cette heureuse circonstance pour vous exprimer ma satisfaction pour la qualité de nos relations d'amitié et de coopération et vous assu-

rer, de nouveau, de ma volonté de les intensifier davantage au bénéfice de nos deux peuples", conclut le président de la République.

... et la chancelière allemande Angela Merkel

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations également à la chancelière allemande, Angela Merkel, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, dans lequel il lui réaffirmé qu'il attendait "avec plaisir et fort intérêt" la concrétisation de sa visite en Algérie "pour impulser davantage la coopération bilatérale".

"La célébration de la fête nationale de la République fédérale d'Allemagne m'offre l'agréable opportunité de vous exprimer, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations ainsi que mes vœux de bonheur et de succès pour vous-même et de prospérité pour votre pays ami", a écrit le chef de



l'Etat dans son message. "Je saisis l'heureuse opportunité qui m'est ainsi offerte pour vous dire tout mon attachement à œuvrer, avec vous, à la promotion et au développement des liens d'amitié et de coopération qui unissent nos deux pays", a ajouté le président Bouteflika. "J'attends pour cela, avec plaisir et fort intérêt, la concrétisation de votre visite en Algérie pour échanger avec vous sur les centres d'intérêt qui lient nos deux pays et impulser davantage notre coopération bilatérale, conformément à nos attentes prioritaires", a souligné le président de la République.

ALGÉRIE - SOUDAN

M. Guitouni évoque la coopération énergétique avec l'ambassadeur du Soudan

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu l'ambassadeur de la République du Soudan à Alger, Issam Awad Motowali, avec lequel il a évoqué la coopération énergétique entre les deux pays, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont insisté sur la nécessité d'intensifier la coopération bilatérale entre les deux pays dans le domaine de la production et du transport de l'électri-

cité et d'explorer des opportunités d'investissement, notamment dans l'exploration et le développement des capacités de production des hydrocarbures, a précisé la même source.

M. Guitouni a également abordé les différents domaines dans lesquels il existe des opportunités d'échanger des expériences et de développer des solutions à des préoccupations communes, notamment en matière de formation et de transfert du savoir-faire.

ALGÉRIE - IRAQ

Le général-major Hamel s'entretient avec une délégation irakienne sur la coopération bilatérale

Le Directeur général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel, a examiné lundi à Alger avec le chargé des affaires de renseignement et d'investigation au ministère irakien de l'Intérieur, le général-major Maher Nadjm Abd Al-Hossein Al-Tai les voies et moyens de renforcer la coopération entre les polices des deux pays, in-

dique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le général major Hamel a souligné "la disponibilité de la police algérienne à mettre son expérience à la disposition de la police irakienne et toutes les polices arabes et africaines, notamment dans le domaine de la formation spécialisée et l'utilisation des nouvelles tech-

nologies pour faire face à toute sorte de criminalité transfrontalière et la néo-criminalité", ajoute la même source.

Lors de sa visite en Algérie, la délégation irakienne, visitera les différents structures et équipements utilisés par la police algérienne afin de sécuriser les citoyens et préserver leurs biens.

ALGÉRIE - GABON

L'ambassadeur d'Algérie à Libreville reçu par le vice-Président de la République du Gabon

L'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Mohamed Antar Daoud, a été reçu lundi à Libreville par le Vice-président de la République gabonaise, M. Pierre Claver Maganga Moussavou, a-t-on appris hier d'une source diplomatique.

La rencontre qui intervient à quelques jours du Sommet des chefs d'Etat africains prévu à Libreville les 19 et 20 octobre courant destiné à préparer la réunion de la Cop 23 en novembre prochain à Bonn (Allemagne), «a été consacré à la coopération entre les deux pays dans le commerce, l'enseignement

supérieur, la formation professionnelle, l'agriculture, l'industrie et l'énergie ainsi qu'aux sujets internationaux de l'heure», souligne la même source. Il faut rappeler que sur le plan bilatéral, le ministre d'Etat gabonais aux Affaires étrangères avait effectué, en mars dernier, une visite officielle en Algérie au cours de laquelle il «avait rencontré les ministres en charge des secteurs indiqués qui ont assuré de leur disponibilité à évaluer pour une dynamique nouvelle concernant leurs domaines respectifs», note la même source, relevant que la

future mise en place d'une liaison aérienne Alger-Libreville, concrétisée par le paraphe d'un accord entre les aviations civiles des deux pays, «contribuera à n'en point douter à booster les échanges économiques et commerciaux, initiative indispensable au moment où l'Algérie et le Gabon affrontent la baisse drastique des revenus pétroliers».

Estimant «nécessaire» la tenue dans les meilleurs délais possible de la commission mixte algéro-gabonaise qui ne s'est pas réunie depuis 1987, le Vice-président gabonais et

l'Ambassadeur d'Algérie «ont également évoqué les sujets internationaux d'actualité».

M. Mohamed Antar Daoud qui a souligné le rôle «de premier plan» joué par l'Algérie dans la crise libyenne et la lutte contre le terrorisme, «a rappelé au Vice-président gabonais les principes cardinaux de la politique extérieure de l'Algérie consistant notamment en le respect de la Charte des Nations unies et le libre choix des peuples à l'autodétermination», conclut la même source.